

ARMÉES D'AUJOURD'HUI



1914
LE MONDE
S'EMBRASE

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

SPECIAL 1914

- 4** L'année des désillusions
- 6** Préparatifs : mobilisation et matériels
- 12** Opérations : terre, air, mer
- 36** Conséquences des premiers mois
- 44** Agenda des manifestations commémoratives

2014
FORCES EN ACTION

- 46** Focus sur la lutte anti-sous-marine
- 48** Estéria : quand la terre tremble
- 50** Les opérations en bref

FOCUS REFORME

- 52** Plate-forme de simplification des soutiens

FOCUS TECHNOLOGIE

- 54** LRU, le lance-roquettes de haute précision

FOCUS DEFENSE

- 56** 14 Juillet : hommage aux soldats de la Grande Guerre
- 58** Sangaris : interview du général Soriano
- 60** CSFM : une semaine d'intense activité
- 62** Repères

DETOURS

- 65** Kiosque

DE L'EXPLOSION À LA RÉUNIFICATION **ÉDITORIAL**


RÉMI CONNAN@DICO

Ils sont partis la fleur au fusil, pour revenir aux vendanges... Une génération de jeunes, pleins d'illusions sur la victoire, le même enthousiasme dans chaque camp. Sans percevoir que l'attentat de Sarajevo avait déclenché la première guerre planétaire. Car si l'Europe explose, c'est le monde qui s'embrase. La guerre s'étend loin d'Europe, des troupes du monde entier vont se bousculer sur les champs de bataille français, découvrant l'enfer des tranchées.

Un enfer car la guerre a changé de nature. Mondiale, elle est aussi devenue industrielle. L'homme est broyé par la machine, fauché par les mitrailleuses, écrasé par les obus, asphyxié par les gaz. L'héroïsme et la tactique ne suffisent plus, il faut répondre à la technologie par plus de technologie, c'est la naissance de l'aviation de combat, l'apparition du char, les premiers sous-marins.

Pour faire marcher la machine, il faut aussi des bras : les femmes arrivent dans les usines, prennent des responsabilités, sont partout indispensables : autre évolution qui marquera le siècle et qui se poursuit aujourd'hui puisqu'après la société civile, les femmes ont conquis le droit de servir par les armes.

Enfin, l'embrasement de 1914, par l'hécatombe de morts et de blessés dès les premiers mois de combats, dépasse totalement les moyens de santé mis en place à la mobilisation. C'est la grande aventure du Service de santé des armées qui s'organise, s'étoffe, affronte un défi toujours plus terrible avec la chirurgie d'urgence, les blessés au gaz, la découverte des blessures psychiques.

1914 est un changement d'époque, un franchissement de siècle, le monde entre dans une modernité radicale dont les effets seront aussi négatifs que positifs, on en mesurera les conséquences en 1939... Mais il y aura ensuite la construction européenne. Cent ans plus tard, l'Europe a cicatrisé ses plaies, recouvert ses tranchées, abaissé ses frontières. Symbole, les industriels qui nourrissaient les arsenaux dans chaque camp se retrouvent et fusionnent, derniers en date Nexter et Kraus-Maffei-Wegmann.

Pierre Bayle, directeur de la Délégation à l'information et à la communication de la Défense



ARMÉES D'AUJOURD'HUI. **Directeur de la publication :** Pierre Bayle. **Chef du département rédactions :** lieutenant-colonel (air) Antoine Plantard. **Rédacteur en chef :** lieutenant-colonel (terre) Philippe Dupas. **Secrétaire générale de rédaction :** Sybille Prenel. **Secrétaires de rédaction :** Yves Le Guludec, Patrice Mayon (Key Graphic). **Directrice artistique :** Micheline Jérôme (Key Graphic). **Chef des reportages :** adjudant (air) Lionel Gioda (53 52). **Rédaction :** capitaine (terre) Flora Cantin (33 18), Éléonore Krempff (44 35), aspirant (marine) Camille Martin (46 29), Loïc Picard (44 53), Carine Bobbera (48 07), capitaine (air) Laetitia Perier (45 83), Alexandre Sordet (stagiaire). **Prestations extérieures :** colonel (terre) Alban des Courtils, CSFM, EMIAZD-Est, Jean-Claude Jaeger. **Service photo :** Jean-Jacques Chatard (46 98), maréchal des logis-chef (terre) Rym Senoussi (48 40). **Service icono :** Christophe Deyres (48 35), Carole Vennin (45 09). **Chef de fabrication :** Thierry Lepsch : 01 53 42 87 79. **Photogravure :** Key Graphic. **Impression :** Groupe Maury Imprimeur. **Routage :** EDIACA. **Dépôt légal :** février 2003. Dicod - École militaire - 1, place Joffre - 75007 Paris. **N° ISSN :** 0338 - 3520. **Abonnement payant (ECPAD) :** 01 49 60 52 44. **routage-abonnement@ecpad.fr.** **Diffusion - abonnement gratuit :** sergent-chef (air) Bruno Chow-Ying : 01 44 42 43 85. **bruno.chow-ying@intradef.gouv.fr.** **Contact publicité (ECPAD) :** Christelle Touzet : 01 49 60 58 56/**regie-publicitaire@ecpad.fr.** **Couverture :** Le colonel Desgrées du Loû dresse sous la mitraille le drapeau du 65° RI - Album de l'illustration/Coll. particulière.



Ils ont quitté leur foyer pour prendre leur revanche sur 1870, pensant qu'il s'agirait d'une affaire de quelques semaines. Mais après quatre mois d'une course sanglante, les grands mouvements stratégiques se figent. La chimère d'une guerre éclair est enterrée dans les tranchées.



1914

L'ANNÉE DES DÉSILLUSIONS

Mobilisation

Une manœuvre menée à grand train

Lancée le 2 août 1914, la mobilisation se déroule avec succès. Parfaitement organisée par la gendarmerie, elle bénéficie également de l'élan patriotique. Grâce aux chemins de fer, qui sont entièrement militarisés, près de 3 millions d'hommes rejoignent le théâtre des opérations en une quinzaine de jours.

La mobilisation, partielle ou totale, annonce pour les peuples le passage de la paix vers l'état de guerre. Elle constitue en outre un signal international fort, tant à l'attention des alliés que des ennemis. La réussite de cette opération conditionne fortement le déclenchement des hostilités, comme en 1914, où elle joue un rôle fondamental dans les premières opérations de la Grande Guerre.

rôle. Il met en place un plan destiné à l'ensemble des brigades qui contient les modalités pratiques de l'opération. Les instructions du commandement aux gendarmes concernent la levée des hommes, les réquisitions du matériel et des bêtes, les lieux de rassemblement des soldats ainsi que les inscriptions à porter sur les affiches officielles, déjà imprimées. Ces planifications, constamment révisées et réadaptées, notamment par le décret



© ALBUM DE L'ILLUSTRATION COLLECTION PARTICULIÈRE

Début août : les hommes mobilisés partent dans une ambiance de ferveur patriotique. Leur transfert vers le front est une réussite en grande partie due à l'utilisation des chemins de fer qui sont entièrement militarisés : 16 500 trains militaires permettent l'acheminement des troupes.

Au début du mois d'août 1914, la mobilisation est organisée en France par la gendarmerie. Cette mission lui incombe depuis les lendemains de la défaite de 1870, attribuée en partie à la capacité de la Prusse à mobiliser rapidement un grand nombre d'hommes. Dans un discours prononcé devant l'Assemblée nationale en 1886, le général Boulanger insiste sur l'importance de son

du 20 mai 1903 et par des instructions spéciales, permettent à la France de disposer d'un cadre normatif et bien rodé.

Cette période de transition vers la guerre, particulièrement délicate à gérer, est menée avec d'autant plus d'efficacité et de détermination que l'élan patriotique, débouchant sur « l'Union sacrée », facilite en partie la réussite

de l'opération. L'enthousiasme de la population, qui se manifeste souvent dans les gares rassemblant les mobilisés, traduit la volonté de se défendre et de combattre un ennemi qui a déclaré la guerre à la France. Malgré le scepticisme de l'État-Major général des armées, presque trois millions d'hommes sont acheminés vers les théâtres d'opération au cours de la première quinzaine du mois d'août, tandis qu'on dénombre à peine 1 % d'insoumis.

L'ampleur de ce mouvement permet de multiplier par quatre le format de l'armée française et d'aligner 94 divisions sur le front (46 d'active, 25 de réserve, 13 territoriales et 10 de cavalerie). La concentration des forces s'effectue dans l'ordre grâce aux chemins de fer, qui sont entièrement militarisés et permettent d'envoyer 16 500 trains militaires. À elle seule, la compagnie du Nord assure le transport de 3 320 convois contenant près de 900 000 hommes, 300 000 chevaux, 70 000 canons et voitures. L'emploi rationalisé des moyens de transport ferroviaires contraste d'ailleurs fortement avec le désordre ayant présidé à l'organisation de la guerre de 1870 et explique la réussite de cette opération.

Les colonies en renfort après l'hécatombe d'août et septembre

La France peut également s'appuyer sur les 200 000 soldats stationnés en outre-mer, dont 140 000 en Afrique du Nord et 60 000 dans les autres colonies. Ces chiffres, qui peuvent paraître faibles au regard de l'immensité de l'empire colonial à défendre, illustrent le rôle secondaire attribué par le commandement français à ces territoires. Cependant, après les hécatombes d'août et de septembre 1914, le potentiel offert par les colonies est rapidement reconsidéré et fait à son tour l'objet de toutes les attentions pour la mobilisation de ces forces.

Enfin, l'indéniable réussite de la mobilisation est également à mettre au crédit du commandant en chef des opérations, le général Joffre, qui joue un rôle important dans ce succès. En premier lieu, il invite le gouvernement à accélérer la convocation des réservistes et à proclamer l'ordre de mobilisation générale le plus rapidement possible. Après avoir accompli une œuvre de réorganisation, il obtient que la préparation de la guerre, l'instruction des troupes et la fabrication du matériel s'effectuent sous son contrôle. L'industrie notamment est sollicitée pour participer à l'effort de guerre et, durant les premiers mois, le grand quartier général traite directement avec des entrepreneurs pour la fourniture de matériel.

Au total, la mobilisation dans son ensemble, préparée au plus haut niveau et depuis longtemps par les états-majors, se déroule en deux semaines, durant la première quinzaine du mois d'août. Elle permet d'assurer l'ache-



©DMIPA

Dans chaque ville et village de France, des affiches annoncent le premier jour de mobilisation pour le dimanche 2 août.

minement des troupes, l'incorporation des réservistes et le transport du matériel, au prix d'un effort logistique important, constant et surtout coordonné. Cette mise en place initiale et fondamentale pour toutes les armées en campagne a permis aux régiments d'entrer en guerre dans des conditions favorables. ■

**Lieutenant-colonel Édouard Ebel,
division études et enseignement
du Service historique de la Défense**



©SHD

Adolphe Messimy
Saint-Cyrien, Adolphe Messimy quitte l'armée après l'École de guerre pour se consacrer à la politique. Il est nommé ministre de la Guerre à la mi-juin 1914 et est remplacé, à sa demande, le 26 août pour prendre le commandement de la 6^e brigade de chasseurs. Il sera par deux fois blessé au front et promu grand croix de la Légion d'honneur.

Matériels canons bien rodés et nouveaux appareils

Aux côtés d'équipements déjà éprouvés comme le canon de 75 mm, mis en service en 1898 et utilisé sur différents théâtres, l'armée française intègre des matériels inédits. Ainsi, sous-marins, aéronefs Farman MF.11 et hydravions Nieuport 100 HP entrent en action dès les premiers jours du conflit.



Le canon de 75 mm équipe les régiments d'artillerie de campagne et ceux d'artillerie coloniale durant toute la guerre.

LE CANON DE 75 MM PUTEAUX MODÈLE 1897

Le « 75 » fut le premier canon de campagne à tir rapide. Son apparition, en 1897, annonçait une révolution dans la conception et l'emploi de l'artillerie. Son système de recul le distinguait de tous les canons précédents. Ce dispositif permettait d'absorber l'énergie du recul en ramenant le canon en batterie sans ébranler la position de l'affût. Cela évitait d'avoir à repointer le canon après chaque coup (opération qui prenait du temps), ce qui rendait possible une cadence de tir rapide.

Le canon de 75 a été conçu dans les Ateliers de Puteaux, sous l'impulsion du commandant Deport. Les premiers exemplaires furent mis en service en 1898. Ils firent campagne en Chine, durant la guerre des Boxers en 1900 et au Maroc.

« [...] Les idées en cours, dans l'artillerie, avant-guerre, sont caractérisées par l'emploi à peu près exclusif du canon de 75 que l'on fait travailler à une faible densité de feu », expliquait le général Herr, en 1919, dans son ouvrage de référence. Pendant la Première Guerre mondiale, le « 75 » équipa les régiments d'artillerie de campagne et les régiments d'artillerie coloniale qui avaient pour mission l'accompagnement et l'appui direct de l'infanterie. Il fut utilisé par plusieurs alliés, notamment par l'*American Expeditionary Force* qui en reçut 1800.

Au début de la guerre, l'artillerie de campagne française comptait : 3840 pièces de 75 approvisionnées à 1300 coups par pièce (la fabrication quotidienne prévue était de 13600 coups); 308 pièces d'artillerie lourde dont 104 à tir rapide (155 C modèle 1904). À l'armistice, on recensait 4968 pièces de 75 (la fabrication quotidienne de munitions atteignait 200000 coups); 5128 pièces lourdes de tous calibres dont la majorité à tir rapide. ■

Chef de bataillon Philippe Roudier, conservateur du musée des Troupes de marine

Caractéristiques

- Calibre : 75 mm
- Longueur du canon: 2475 mm
- Poids : 1 140 kg
- Vitesse initiale : 600 m/s
- Portée pratique : 7000 m
- Cadence de tir : 25 coups/minute (maximum) ; 6 coups/minute (pratique)
- Obus explosif : 5,4 kg
- Obus à shrapnel : 7,2 kg
- Coffre à munitions : 72 coups



LE FARMAN MF.11 DE 1914

Au début du conflit, neuf escadrilles sont équipées d'avions construits par les frères Henri et Maurice Farman. Ces derniers, d'origine britannique, figurent parmi les grands précurseurs de l'industrie aéronautique française. C'est Henri (1874-1958) qui se lance le premier dans l'aviation en achetant un biplan Voisin qu'il modifie et avec lequel il effectue en 1908 le premier vol circulaire sur un kilomètre. Deux ans plus tard, il construit lui-même son premier avion, ce qui lui ouvre les marchés français et étrangers. Son frère Maurice (1877-1964) réalise lui aussi ses propres modèles et tous deux décident en 1912 d'unifier leurs productions au sein d'une même structure portant la dénomination « Société Henri et Maurice Farman », même si les appareils continuent à adopter des désignations différentes (HF et MF). À l'été 1914, les escadrilles de l'aéronautique militaire française sont dotées de biplaces de reconnaissance HF.7 et MF.7 auxquels viennent s'ajouter les MF.11 vers la fin de l'année.

Ces appareils sont tous des biplans dotés d'une aile supérieure plus grande que l'aile inférieure (formule sesquiplan). La carlingue, logée entre les deux plans, est légèrement décalée vers l'avant tandis que le moteur est situé à l'arrière, entraînant une hélice bipale propulsive. Les instruments de bord sont rudimentaires : un altimètre, une montre et un manomètre. Le MF.11 est directement dérivé du MF.7 afin d'accomplir des missions de bombar-

dement de jour auxquelles le général Joffre et le commandant Barès attachent une importance particulière. Le bombardement est, en effet, la première spécialité à être mise sur pied le 23 novembre 1914 avec la création du premier groupe de bombardement, le GB 1, suivi quelques semaines plus tard par trois autres groupes. Le MF.11 demeure en service jusqu'à la fin 1916, alors qu'il est principalement employé en Belgique, en Russie, en Italie et par les Britanniques qui l'utilisent lors de l'expédition des Dardanelles. ■

**Marie-Catherine Villatoux, docteur en histoire,
Service historique de la Défense**

Caractéristiques

- Envergure : 16,15 m
- Longueur : 9,50 m
- Hauteur : 3,90 m
- Surface portante : 52 m²
- Motorisation : 1 moteur en V Renault de 70 ch
- Armement (en configuration bombardier) :
 - 1 mitrailleuse mobile de 7,7 mm et 18 bombes de 7,5 kg
- Masse en charge : 840 kg
- Vitesse maximale : 100 km/h à 1 650 m
- Plafond pratique : 3 800 m
- Distance maximale : 300 km
- Équipage : 2 membres



Sur le terrain de Manoncourt (Meurthe-et-Moselle), le sergent-pilote Sismanoglou et le personnel de l'escadrille 30.

HYDRAVION NIEUPORT 100 HP

En 1912, l'aéronautique maritime (appellation d'époque) teste avec un franc succès un hydravion monoplan Nieuport. À la déclaration de guerre, elle en possède neuf qui servent à la reconnaissance et à l'entraînement des pilotes. Ils peuvent être mis en œuvre à partir du porte-hydravions *Foudre*, pour peu que le plan d'eau soit calme (étant mis à l'eau et récupérés par mâât de charge). Au cours des grandes manœuvres de 1913 et 1914, ces appareils exécutent avec succès des missions d'exploration en mer, permettant de repérer l'escadre adverse et même un sous-marin en plongée. En 1914 est réalisée la première liaison par TSF entre un navire et un avion. Dans les derniers jours de paix de 1914, deux escadrilles sont créées – l'une à Nice, l'autre à Bonifacio – pour surveiller les mouvements de la marine italienne, jusqu'à ce que l'Italie déclare sa neutralité dans le conflit qui vient d'éclater. En octobre, le *Foudre* transporte en Adriatique deux Nieuport pour surveiller la flotte austro-hongroise, mais les résultats sont décevants compte tenu des conditions météorologiques et de l'absence de plan d'eau abrité pour la mise en œuvre de ces fragiles aéronefs. L'armée navale ordonne leur retour en France. Mais les Britanniques, qui ne possèdent pas d'hydravions en Méditerranée, les réclament. Le *Foudre* apporte, le 30 novembre, cinq appareils et le personnel nécessaire en Égypte, où est créée l'escadrille de Port-Saïd sous les ordres du lieutenant de vaisseau de l'Escaille. Début décembre, les Nieuport entament des missions de reconnaissance dans le Sinaï (avec un pilote français et un officier observateur britannique) qui permettront à l'état-major anglais du Caire de déjouer toutes les tentatives de l'armée ottomane pour s'emparer du canal de Suez. Pour être au plus près des

zones à surveiller, les Nieuport sont embarqués sur des croiseurs britanniques qui opèrent le long des côtes de Palestine ou en mer Rouge et, plus tard, sur des navires marchands aménagés.

En 1915, des missions offensives et des missions de réglage des tirs d'artillerie s'ajouteront à celles de reconnaissance. Toutes ces actions seront déterminantes pour la sauvegarde du canal. L'expérience réussie de ces déploiements d'hydravions convaincra la Marine de faire aménager plusieurs navires marchands réquisitionnés et de développer cette nouvelle arme. ■

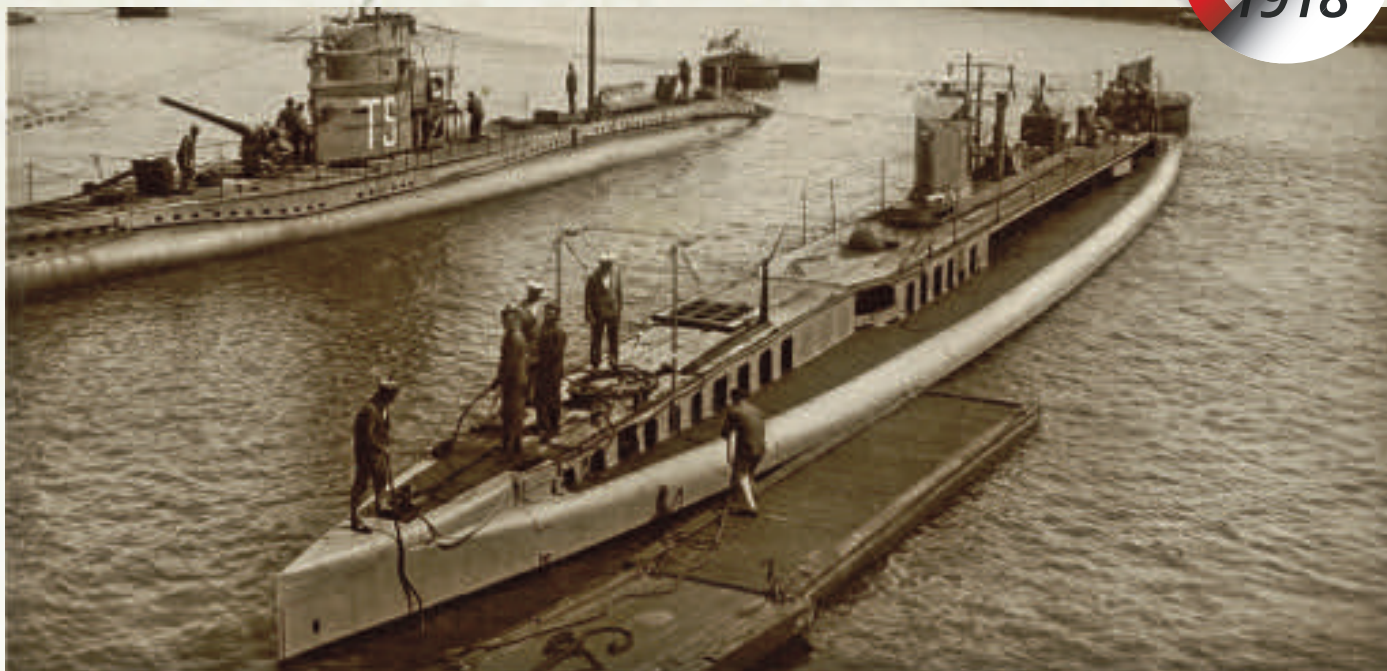
Capitaine de corvette Guy De Bakker

Caractéristiques

- Type : hydravion à flotteurs, monoplan, monomoteur, biplace
- Missions : reconnaissance, réglage des tirs d'artillerie de la flotte, entraînement
- Motorisation : un moteur en étoile à 14 cylindres
- Longueur : 8,60 à 8,80 m (selon les flotteurs)
- Envergure : 12,50 m
- Surface alaire : 24,80 m²
- Hauteur : 3 m (avec flotteurs)
- Poids à vide : 550 kg
- Poids en charge : 850 kg
- Vitesse maximale : 110 km/h
- Endurance : 3 heures en biplace, 5 heures en monoplace
- Équipage : 1 ou 2 personnes
- Armement : charge offensive très limitée (bombes, fléchettes)



Un hydravion de l'armée française immatriculé N16 en mission à Alexandrie, dans les eaux territoriales égyptiennes.



Le *Brumaire* a donné son nom à une classe de sous-marins. Sa nouveauté : une propulsion diesel.

SOUS-MARINS CLASSE BRUMAIRE

Les 16 sous-marins de la classe Brumaire appartenant au programme de 1906 sont dus à Maxime Laubeuf. En 1900, cet ingénieur avait déjà réalisé le *Narval*, premier submersible vraiment opérationnel. Les sous-marins Brumaire se distinguent des précédents par leur taille, qui leur permet désormais des opérations en mer de durée significative (5 à 6 jours). Ils forment des séries homogènes. Alors que leurs prédécesseurs (Pluviôse) ont conservé, pour la marche en surface, la propulsion à vapeur, les Brumaire reçoivent une propulsion diesel qui leur permet de plonger plus rapidement. Ils sont mis en service entre mars 1912 et juillet 1914. Conçus pour la défense des côtes, avec une autonomie limitée, ils vont, dans les faits, être utilisés pour aller porter la guerre dans les eaux de l'adversaire. Dès la déclaration de guerre, les sous-marins français se déploient dans les eaux européennes. Mais c'est surtout en Méditerranée, plus particulièrement dans l'Adriatique, que l'activité sera la plus intense. Les sous-marins des classes Pluviôse et Brumaire vont, dès l'automne 1914, participer au blocus rapproché des ports ennemis.

Avant l'entrée en guerre de l'Italie, ils mèneront les opérations offensives alliées dans les eaux de l'adversaire. Plusieurs vont réussir à forcer les défenses des bouches du Cattaro (Monténégro) et celles de la rade de Pola. Le *Curie*, le *Monge*, le *Fresnel*, le *Foucault*, le *Bernoulli* seront coulés par les forces de surface ennemies, par des hydravions ou encore par des mines. Faute de cibles principalement, ces sous-marins ne remporteront que quelques victoires. Mais,

par leur présence permanente et leurs raids audacieux, ils réussiront, pendant toute la guerre, à rendre l'Adriatique pratiquement intenable pour la flotte de surface autrichienne, réduite à n'effectuer que quelques furtives sorties. ■

Capitaine de corvette Guy De Bakker

Caractéristiques

- Type : sous-marin de défense côtière à double coque en acier
- Déplacement : 398 t en surface, 551 t en plongée
- Longueur : 52,15 m
- Largeur : 5,42 m
- Propulsion : 2 moteurs diesel à 4 temps de 420 ch en surface ; batterie de 124 accumulateurs au plomb et 2 moteurs électriques de 330 ch en plongée ; 2 hélices
 - Vitesse maximale : 13 nœuds (24 km/h) en surface, 8,9 nœuds (16 km/h) en plongée
 - Distance franchissable : 2 000 milles (3 700 km) à 10 nœuds (18 km/h) en surface, 84 milles (155 km) à 5 nœuds (9 km/h) en plongée
 - Immersion : 25-30 m ; prise de plongée en 4 à 5 minutes
- Armement : 1 tube lance-torpilles intérieur d'étrave ; 6 tubes-carcasses extérieurs ; 8 torpilles de 450 mm modèle 1906 (2 000 m de portée à 24,5 nœuds, 45 km/h)
- Équipage : 3 officiers et 22 hommes

La guerre de mouvement

Le 3 août, l'Allemagne déclare la guerre à la France. Le 4, elle envahit le Luxembourg et la Belgique, provoquant l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne.

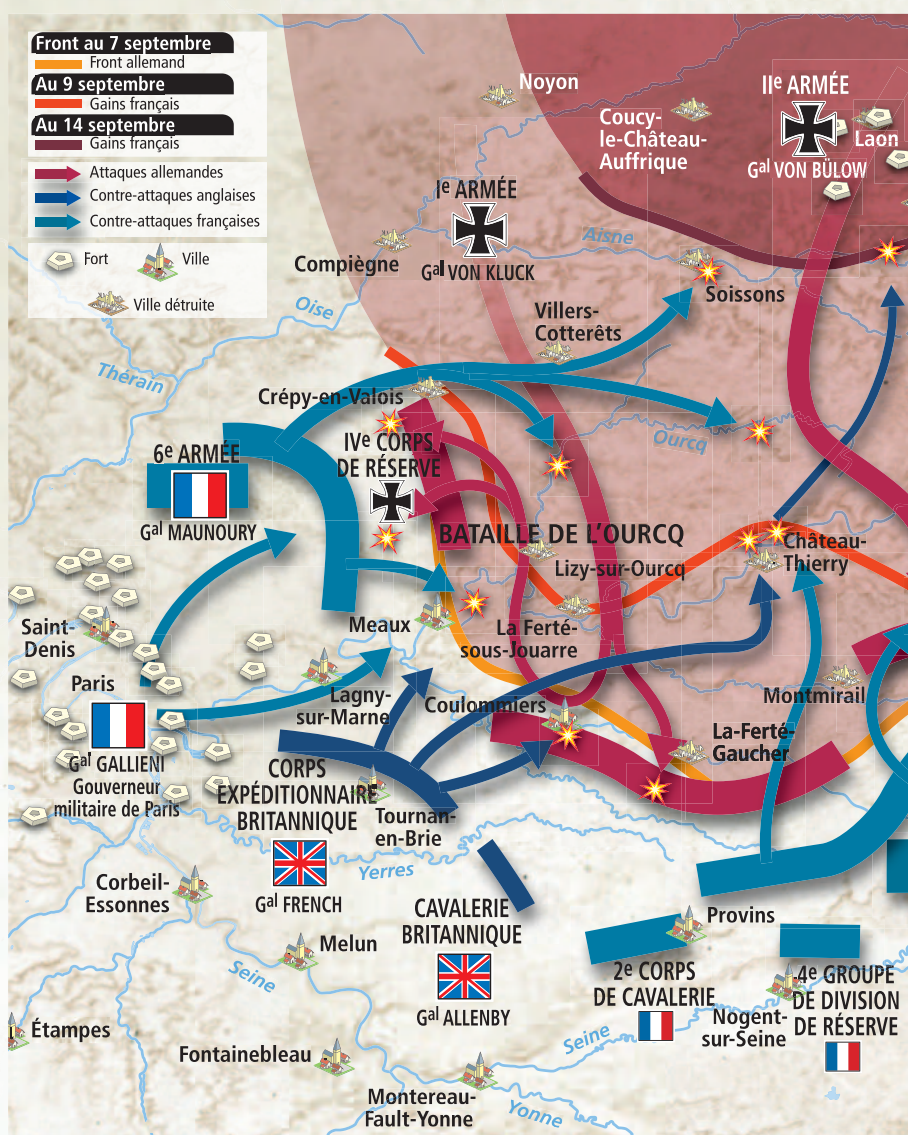
En quelques jours, le conflit européen devient mondial avec les premières opérations en Afrique, en Océanie, et l'engagement du Japon aux côtés des Alliés. Sur le front oriental, les Russes entrent en campagne dès le 15 août, comme ils l'avaient promis aux Français.

Sur le front ouest, après un éphémère succès en Alsace, c'est la Bataille des frontières (France-Belgique-Allemagne) sur le plateau lorrain, entre le 21 et le 24 août, durant laquelle la France essuie plusieurs défaites extrêmement meurtrières. Pour éviter d'être submergés, les Franco-Britanniques battent en retraite vers le sud, échangeant du terrain contre du temps pour réorganiser leur dispositif.

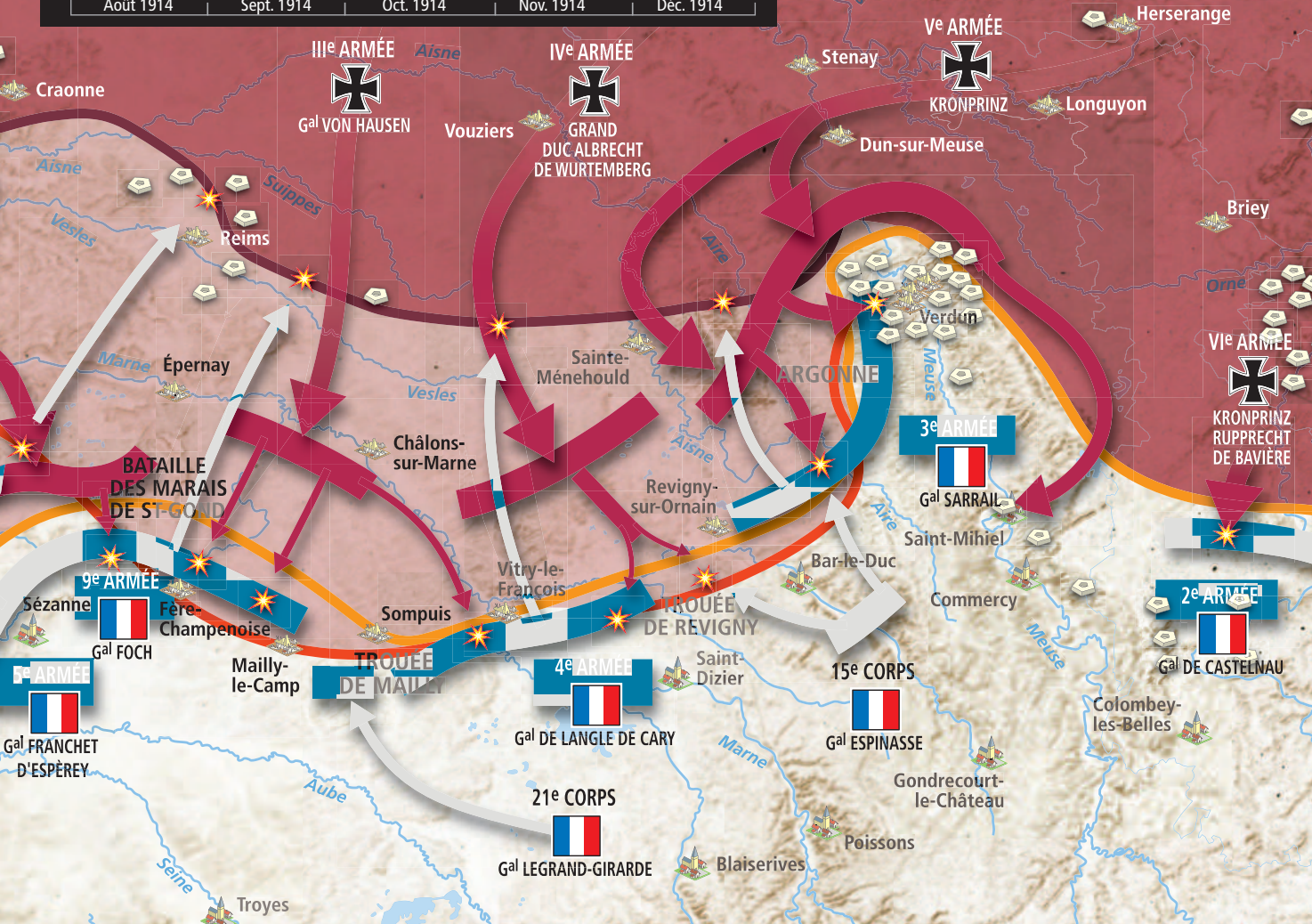
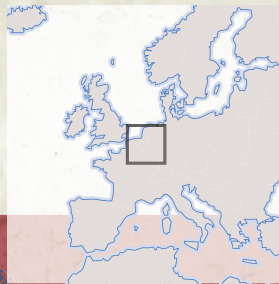
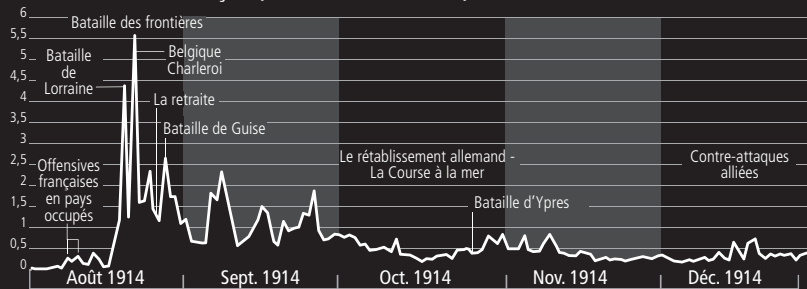
Préparée dès la fin du mois d'août, la contre-offensive de la Marne est lancée le 6 septembre, entre le sud-est de Verdun et le nord de Paris, sur 250 km de front. Au prix de mille difficultés, les Alliés parviennent à arrêter, puis à repousser les armées allemandes. À partir du 12 septembre commence une poursuite, qui doit cesser quelques jours plus tard du fait de la pénurie des munitions, lorsque les Allemands s'enterrent sur des positions défensives rapidement organisées.

Les belligérants tentent alors, réciproquement et alternativement, de se contourner par leur aile occidentale, remontant toujours davantage vers le nord. C'est la dernière phase de la guerre de mouvement, la « Course à la mer », interrompue à la fin de l'automne lorsque les deux armées atteignent les côtes de la mer du Nord. Progressivement, d'est en ouest, de la frontière suisse à la Belgique, le front se fige et les premières tranchées apparaissent.

Après les batailles de l'Yser et d'Ypres, les Allemands, qui occupent en tout ou partie dix départements du Nord et du Nord-Est, améliorent considérablement leurs organisations défensives, tandis que les Français, les Britanniques et les Belges sont confrontés à la problématique majeure des années de guerre de position : comment parvenir à rompre le front continu dressé par l'ennemi ?



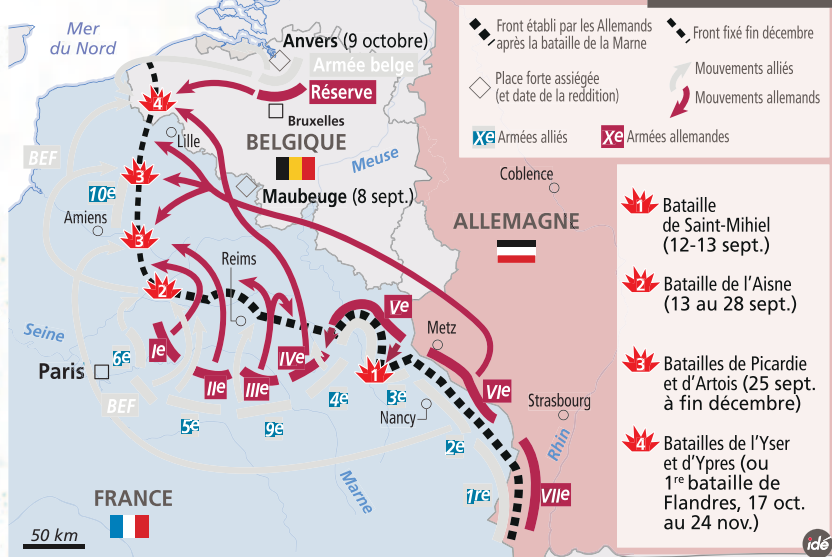
Nombre de morts français (en dizaine de milliers)



La Bataille des frontières à partir du 21 août



La Course à la mer



Offensive d'Alsace

Une bataille militaire et politique

Début août, le 7^e corps d'armée français s'empare facilement de Mulhouse, puis fait face à une puissante contre-attaque allemande deux jours plus tard. Après cette défaite militaire vécue comme un échec politique, l'armée d'Alsace est créée. Celle-ci réoccupe Mulhouse mais doit vite se replier sur les Vosges.

Aux premiers jours du mois d'août 1914, l'offensive française en direction de l'Alsace constitue un succès aussi facile pour l'armée qu'espéré par le pays. Les premiers résultats de cette opération suscitent une vague d'enthousiasme. Le *Figaro* du 8 août titre : « *Nos troupes en Alsace. Les Allemands en déroute.* » Les articles reprennent le discours récurrent sur l'audace et l'ardeur des fantassins français, dont les « *assauts à la baïonnette ont mis les Allemands en fuite* ». Mais l'action du 7^e corps d'armée (CA) en Haute-Alsace prend une importance politique hors de proportion avec ce qu'elle représente réellement.

Entrée des régiments français à Mulhouse

Dès le 4 août, Joffre prescrit de préparer l'engagement au-delà du ballon d'Alsace, « *en ne visant d'abord que l'occupation du front Thann-Mulhouse* ». Le 6 août, le commandant en chef demande que cette offensive locale soit lancée dès le lendemain, ce qui est fait. Mais, à cette date, la VII^e armée allemande n'a pas totalement terminé sa montée en puissance en Alsace et commence par se replier vers le nord de la province sous la protection des massifs forestiers. Les troupes françaises ne rencontrent donc que quelques formations d'arrière-garde chargées de les ralentir et, devant le succès qui semble s'annoncer, le grand quartier général (GQG) ordonne au 7^e CA, le 8 août à 7 heures du matin, de pousser sur Mulhouse et de s'emparer de la ville, sans oublier de remplir sa mission initiale de destruction des ponts du Rhin. Quarante-cinq minutes plus tard, un nouveau message de Joffre somme le général Bonneau, commandant le corps d'armée, d'accélérer le mouvement de ses troupes. À propos de la nouvelle de l'entrée des régiments français dans Mulhouse, le président Poincaré note dans ses souvenirs : « *Comment ne pas tressaillir de joie à l'arrivée de ces télégrammes ? Mais cette retraite volontaire des Allemands ne laisse pas d'être un peu suspecte.* »

Les avant-gardes françaises déployées en arc de cercle un peu au nord de Mulhouse sont surprises le 9 par la puissante contre-attaque allemande, commencée dans le secteur de Cernay, puis étendue à l'ensemble des lignes. Le 7^e corps doit évacuer la ville dans la nuit du 9 au 10 pour éviter d'être débordé, puis à nouveau la nuit suivante en direction de Masevaux et Dannemarie, après avoir sans succès tenté de se rétablir entre Thann et Illfurth. En dépit de l'arrivée de divisions de réserve en renfort, l'échec est complet au moment même où le gros de la 1^{re} armée engage le combat entre le col de la Schlucht et le ballon d'Alsace. La première libération de la Haute-Alsace a duré moins de quarante-huit heures.

À la fois parce qu'un tel échec est politiquement inacceptable et parce qu'il est indispensable d'attirer l'attention des Allemands dans ce secteur pendant que la 1^{re} armée française commence son mouvement en avant, une armée d'Alsace, placée sous les ordres du populaire général Pau, est créée à partir du 10 août. Le seul choix de ce dernier pour assurer ce commandement est en lui-même symbolique de l'importance morale que le commandant en chef accorde à ces opérations pourtant secondaires. L'armée d'Alsace prend position dans la puissante place de Belfort et doit assurer la continuité des lignes françaises entre la 1^{re} armée et la Suisse. La concentration de cette armée est terminée le 18 août et Pau entreprend aussitôt de préparer la réoccupation de Mulhouse, effective le 19. La presse, à nouveau, le proclame : « *C'est dans le plus grand désordre que les Allemands, battus à Mulhouse, se sont repliés au-delà du Rhin* » !

Le risque de tomber dans une nasse

En réalité, confronté à l'offensive en Lorraine et dans les Vosges, le commandement allemand a décidé de transférer vers le nord certaines de ses unités, ce qui incite les Français à pousser vers l'avant, au risque de perdre la liaison entre eux et de s'engager dans une nasse dont il



Mit Genehmigung der Illustrierten Zeitung, Leipzig

serait difficile de s'extraire. Conscient de ce risque, Joffre commence à retirer certaines unités de l'armée d'Alsace afin de renforcer ses positions dans les Vosges. L'échec de Morhange le 20, suivi du repli français sur l'ensemble de l'aile droite, incite le commandant en chef à prévoir la stabilisation des lignes sur des positions en arrière. Le 21 août, il écrit au ministre de la Guerre que « *l'intérêt principal n'est d'ailleurs plus de ce côté* » et précise le lendemain dans son Instruction particulière n° 18 que, désormais, l'armée du général Pau « *tiendra les cols des Vosges* ».

L'armée d'Alsace rayée de l'ordre de bataille

L'armée d'Alsace perd rapidement de sa substance : divisée en deux groupements placés sous les ordres directs de la 1^{re} armée, elle est de fait rayée de l'ordre de bataille le 26 août. Pour le président de la République : « *Quelles que soient les causes, l'effet n'est que trop certain. Nous sommes battus et tout est à recommencer maintenant sur notre sol envahi.* » Seule la région de Thann reste en mains françaises jusqu'à la fin de la guerre, symbole de « l'Alsace libérée ».

Lieutenant-colonel Rémy Porte,
docteur en histoire,
spécialiste de la Première Guerre mondiale

Cette carte postale allemande témoigne de l'âpreté des combats nocturnes dans les rues de Mulhouse.

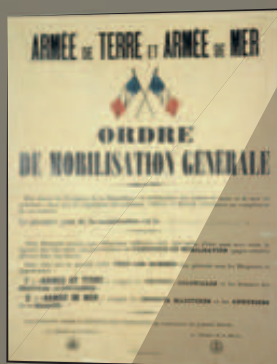


Général Pau

Le général Paul Pau sort de sa retraite en août 1914 pour commander l'armée d'Alsace. Joffre lui confie la mission de récupérer l'Alsace-Lorraine. Malgré ses succès, Pau doit battre en retraite après les défaites à Morhange et à Sarrebourg. Il entame alors une carrière diplomatique, se rendant à Anvers en septembre 1914, en Russie en 1915, puis en Australie.

Du rouge garance au bleu horizon

Du 2 au 13 août, répondant à l'ordre de mobilisation apposé sur les murs de chaque commune, 3 800 000 Français sont rassemblés, équipés et acheminés vers les zones de déploiement. La monumentale fresque d'Albert Herter immortalise cette phase dans le hall de la gare de l'Est, à Paris. Le caporal Peugeot, du 44^e régiment d'infanterie, tué à Joncherey le 2 août, est le premier mort français du conflit. Une fois passée l'illusion d'une guerre courte, les armées adaptent leurs équipements aux nécessités du terrain. L'évolution des tenues en témoigne.



Été 1914

- 1 Képi modèle 1884
- 2 Cravate
- 3 Havresac
- 4 Brelage en cuir noir
- 5 Capote modèle 1877 (de caporal-chef)
- 6 Bidon d'un litre modèle 1877
- 7 Ceinturon modèle 1845
- 8 Cartouchière modèle 1905
- 9 Musette modèle 1892
- 10 Pantalon rouge garance modèle 1887
- 11 Jambière modèle 1913
- 12 Baïonnette modèle 1886
- 13 Brodequin modèle 1912
- 14 Fusil Lebel modèle 1886 modifié 1893





Automne 1915

- 1 Casque Adrian 1^{er} type
- 2 Capote Poirer 3^e type
- 3 Numéro de collet bleu horizon
- 4 Bretelles de suspension et ceinturon en cuir fauve
- 5 Tampon contre les gaz modèle P2 et le sac S2
- 6 Pantalon en velours côtelé bleu avec liseré jonquille
- 7 Brodequin modèle 1915



Les mobilisations entre 1914 et 1918



350 000
 Belgique



8 900 000
 Royaume-Uni



8 400 000
 France



12 000 000
 Russie



5 600 000
 Italie



700 000
 Serbie



11 000 000
 Allemagne



7 800 000
 Autriche-Hongrie



1 200 000
 Bulgarie



2 850 000
 Empire Ottoman

Bataille des frontières, Témoignages du front

Le grand quartier général a sous-estimé les forces allemandes massées aux frontières qui, du 21 au 24 août, déferlent sur la France. Quatre soldats français témoignent de cette bataille, la plus meurtrière de la Grande Guerre, et racontent les combats, la retraite, les blessés et les morts...

A l'issue de la première phase de mobilisation, la période du 15 au 20 août est essentiellement consacrée par le grand quartier général à la recherche de renseignements : quelles sont l'ampleur et la puissance du mouvement allemand par la Belgique ? Sur la base d'une analyse erronée de la situation tactique (sous-estimation des effectifs allemands par la non prise en compte des divisions de réserve en particulier), les ordres aux armées, diffusés entre le 20 août au soir et le 21 août au matin, ont pour idée générale de manœuvre d'engager d'une part les 3^e et 4^e armées en direction de Neufchâteau et d'Arlon et d'autre part la 5^e armée contre l'aile allemande qui vient d'entrer dans Bruxelles. La consigne est claire : « *Attaquer l'ennemi partout où on le rencontrera.* »

Du 21 au 24 août, après une première journée de progression en apparence facile pour les Français, l'attaque allemande est lancée. Pendant trois jours, les échecs meurtriers se succèdent. Cette suite d'affrontements est connue sous le nom de « Bataille des frontières ». Ces combats sont mal engagés et souvent mal conduits en dépit du courage individuel, rarement éclairés par la cavalerie et peu coordonnés avec l'artillerie. Cette semaine est la plus meurtrière de toute l'histoire de la guerre pour l'armée française.

20 août, secteur de Dieuze **Sous-lieutenant Bertrand,** **6^e bataillon de chasseurs alpins**

« Lorsque le matin arriva, nous entendîmes dans le lointain les coups de feu des éléments de sûreté qui se repliaient sur le village. C'était la formidable offensive allemande qui venait de se déclencher à son tour... Pour nous, il s'agit alors de parer au plus pressé. Je me jette avec deux sections derrière un mur, et nous attendons l'ennemi... Environ à 800 mètres de nous se profilait une crête. Apparent d'abord des

patrouilleurs, puis les unités ennemies. On voyait les fantassins grisâtres se porter en courant vers la droite et vers la gauche, et dégringoler la pente au plus vite pour aller chercher un abri dans un chemin creux, en progressant droit sur nous... Mes hommes, abrités derrière leur mur, tiraient sans arrêt sur cette véritable avalanche humaine. "Ça grouille de tous les côtés", s'écrie un de mes chasseurs. C'est drôle, ils manœuvrent comme nous ! On dirait qu'ils ont fait leurs classes au bataillon. Je reçois l'ordre de quitter le village. Il était temps... Il faut reconnaître qu'un sublime désordre régnait dans Dieuze : fantassins, artilleurs traînant leurs encombrants caissons, brillantes automobiles de nos brillants états-majors, tout cela se rencontrait, se croisait, ne sachant trop que faire ni où aller. Cela sentait sinon la retraite, du moins un repli précipité. »

22 août **Soldat Suinot, 7^e compagnie** **du 131^e régiment d'infanterie**

« Je m'aperçus que la retraite avait dû être ordonnée lorsque je vis toute la section fuir vers la route. C'était la débandade, et comme je me trouvais bien en arrière d'eux, je ne pus voir personne de la section que Souchet. Je le suivis, et je ne sais si c'était l'émotion, mais j'avais du mal à le suivre. Je peux dire que c'est à partir de ce moment que le plus terrible de la bataille se présenta à mes yeux : dans ce champ d'avoine que nous traversions, il y avait de grands trous noirs faits par les obus, par endroits des hommes étaient étendus, à un autre endroit ils étaient un tas de rassemblés. Était-ce des blessés ? Sans doute, mais comment s'y arrêter au milieu de cette fusillade qui nous poursuivait, et qui avait redoublé dès que nous nous étions levés ? Nous traversions de plus cette zone si battue par l'artillerie et je dois avouer que l'affolement général me gagna. »

22 août, Rossignol
Caporal-clairon Failin,
3^e régiment d'infanterie coloniale

« À ma gauche, j'ai un jeune soldat, la tête enfouie dans les mains, il attend le coup de grâce, sans même essayer, malgré mes conseils, de se creuser un trou avec sa pelle-bêche. Je ne sais depuis combien de temps nous sommes là, quand tout à coup, un obus venant de l'arrière éclate juste au-dessus de nous, je reçois un shrapnel en plein crâne, j'accuse le coup par un : "Touché", le sang m'inonde la figure, je sens son goût fade dans la bouche; je demande à Barbin si je suis bien touché, "Un petit trou" me dit-il. Attendons encore, mais pas pour longtemps. Sans doute la pièce a-t-elle rectifié, cette fois l'obus arrive, éclate à faible hauteur, un nouveau choc sur le crâne et sur le bras, le coup est si fort que j'embrasse la terre et sent son goût âcre et humide. "Je suis foutu", dis-je à Barbin pendant que je sens mes yeux tourner, et qu'avec rapidité, je revois toute ma vie, toute ma famille me passer devant les yeux. Je me raidis et fais des efforts pour ne pas me laisser aller... Me voici hors de combat, ma présence n'a plus d'utilité. Je me glisse un peu en arrière, et descends dans le pré pour me faire panser. Une ambulance est remplie de blessés, hurlant, geignant, achevés par tous les projectiles qui pleuvent de tous côtés; assis, adossé à la roue, le médecin-major, une tache rouge à la poitrine, semble attendre

la mort... Je m'arrête un instant derrière une pièce que le lieutenant pointe lui-même sur des lignes d'infanterie que l'on voit à courte distance. Un jeune artilleur, à genoux, tire au mousqueton sur les tirailleurs qui arrivent maintenant sur nous. "Allons, les gars, les dernières cartouches !" dit-il ».



24 et 25 août, secteur de Donchery
Soldat René Quentin,
271^e régiment d'infanterie

« Passons à Corbion, puis Renouveau, la frontière et le retour en France. Vilain spectacle de début de guerre, des chevaux crevés et dépecés bordent la route. Retrouvons une section de notre compagnie. En compagnie, nous appuyons l'artillerie vers Floing, puis rentrons à Donchery, il est 6 heures du soir. Avec les 12 kilomètres de la veille et d'aujourd'hui, je compte en tout 60 kilomètres. L'entrain est excellent, aucun malade. À 7h30, coucher. À signaler : trois incendies... Journée qui débute dans une certaine gravité. Réveil à 3 heures, à 4 heures nous sommes en position, puis à l'aide du 6^e génie, nous creusons les tranchées. Le désastre paraît proche. Les maires donnent l'ordre d'évacuer les villages et de traverser les ponts pour occuper la rive gauche de la Meuse. Parmi ces émigrants, on remarque beaucoup de sujets belges. » ■



En Alsace, les chasseurs alpins français occupent le col du Bonhomme après un violent combat. Ils abattent le poteau marquant la frontière.

Aéronautique

Du renseignement à la chasse

Au début de la guerre, l'avion joue avant tout un rôle de reconnaissance. Mais il montre son efficacité en aidant l'artillerie à ajuster ses tirs et, le 5 octobre, les Français Frantz et Quenault remportent le premier combat aérien. Très vite, il devient un outil offensif pratiquant le bombardement et la chasse.

Moins de cinq ans ont suffi pour donner à l'aviation militaire une structure cohérente et l'inscrire dans la durée avec la loi de mars 1912. La création du brevet de pilote militaire, l'institution du carnet de vol, la mise sur pied d'escadrilles à matériel homogène ainsi que l'apposition de deux cocardes tricolores sous les plans afin d'identifier les machines sur le champ de bataille sont autant d'initiatives qui achèvent de donner corps à l'aviation naissante.

La participation des plus lourds que l'air aux côtés des dirigeables, très appréciés par nombre d'officiers supérieurs aux grandes manœuvres de septembre 1911, permet à Joffre, chef d'état-major général de l'armée, de valider les principes d'emploi de ces nouvelles machines. Dès lors, il soutient le développement de l'aviation, présidant même la première réunion, le 24 janvier 1913, du conseil supérieur de l'aéronautique en charge de questions techniques, telles que le bombardement, l'armement, l'emploi de la TSF, les prises de photographie aériennes, qui font toutes l'objet de nombreuses expérimentations. Le statut du Service aéronautique pour le temps de guerre, enfin, est fixé définitivement par la loi du 15 juillet, qui modifie le texte de mars 1912 et reprend, en l'officialisant, l'arrêté du 16 avril 1913.

Lâchers d'explosifs et fléchettes d'acier

À l'annonce de la mobilisation, l'aéronautique militaire dispose de 23 escadrilles bientôt étoffées, dans les jours qui suivent, les 3, 6 et 15 août, par quatre nouvelles tandis que la production des premiers mois permet à la France de disposer, dès octobre, d'un total de 31 escadrilles. Pour autant, l'avion n'a guère de rôle offensif, si ce n'est pour des lâchers d'explosifs et de fléchettes en acier sur les troupes en marche, assigné qu'il est avant tout à renseigner le général commandant en chef sur le déploiement stratégique adverse.

Très vite, les dirigeables chargés des missions de bombardement et du réglage des tirs de l'artillerie rencontrent de graves difficultés tandis qu'à contrario l'aviation apporte



©SHD

Le sous-lieutenant de Maud'huy, observateur, et l'adjudant Quennehen, pilote, du 31^e régiment de dragons.



la preuve de son efficacité sur le champ de bataille. Les avions du camp retranché de Paris parviennent ainsi à déceler, dès le 2 septembre, l'infléchissement vers l'est des armées allemandes en marche, jouant un rôle certain dans la manœuvre de la Marne. De même, le 8 septembre, dans la région de Triaucourt, l'artillerie française, aidée par l'aviation de la 3^e armée dans le réglage de ses tirs, détruit la moitié des canons d'un corps d'armée allemand. Vivement impressionné par ces deux faits, le général Joffre choisit de donner plus d'ampleur à l'aviation et appelle à ses côtés le commandant Barès qui devient, le 25 septembre 1914, directeur du Service aéronautique du grand quartier général.

Les quelques semaines de conflit ont en effet achevé de convaincre ce dernier que l'avion, outre la reconnaissance et le réglage de tir, s'est révélé un véritable outil de combat offensif, tant dans les domaines du bombardement que du combat aérien. En effet la première victoire aérienne de l'histoire, le 5 octobre, des Français Frantz et Quenault ouvre de nouvelles perspectives à l'aviation.

Un nouveau type de combattant

C'est ainsi que, par une note du 10 novembre 1914, Barès organise les escadrilles autour de trois grands axes – reconnaissance, bombardement et bientôt chasse –, des missions qui sont à l'origine des spécialités sur lesquelles l'aviation achèvera de se structurer en se forgeant une doctrine d'emploi qui lui est propre. Avec elle naît un nouveau type de combattant, l'aviateur que le mythe de l'as allait bientôt transfigurer...

Marie-Catherine Villatoux,
docteur en histoire, Service historique de la Défense



Ci-dessus : le sergent Frantz et son mécanicien mitrailleur, le caporal Quenault, aux côtés du biplace Voisin III avec lequel ils ont gagné le premier duel aérien, le 5 octobre 1914. En bas : un Farman MF.11.



Roland Garros

Premier à réaliser la traversée de la Méditerranée en avion, en 1913, Roland Garros – l'un des plus grands pionniers de l'aviation – s'engage le 4 août au sein de l'escadrille Morane-Saulnier MS23. Il participe à de nombreuses missions de reconnaissance avant de mettre au point le premier système de tir à travers l'hélice. Il meurt près de Vouziers lors d'un combat aérien, à quelques semaines de l'armistice.

Domaine naval

La France surveille la Méditerranée

Au terme de conventions navales avec ses alliés, la France se voit attribuer le commandement de la Méditerranée. Dès le début du conflit, sa flotte assure la sécurité du transport des troupes entre l'Afrique du Nord et la métropole. Autre mission capitale : bloquer la flotte austro-hongroise en Adriatique.

Dans les années qui précèdent la Grande Guerre, la France, la Grande-Bretagne et la Russie ont signé plusieurs conventions navales qui préparent une coopération et une répartition des rôles en cas de conflit avec l'Allemagne. Si les relations avec la marine russe restent essentiellement des déclarations de principe, du simple fait des zones de déploiement très éloignées des principales escadres de chaque pays, il n'en va pas de même entre Paris et Londres. Les conventions de janvier et février 1913 fixent les règles pour l'Atlantique, la mer du Nord et la Manche, tandis que celle du mois de mars s'intéresse à la Méditerranée, dont le commandement supérieur doit revenir à la France.

Progressivement déclassée depuis une dizaine d'années, engagée trop tardivement (1912) dans un vaste programme de modernisation, la marine militaire française reçoit donc comme théâtre d'opération principal celui de Méditerranée, où elle a comme première responsabilité, dès la mobilisation, d'assurer la sécurité des transports entre

l'Afrique du Nord et la métropole. Sous le commandement de l'amiral Boué de Lapeyrière, l'armée navale se compose de 15 cuirassés, pour certains d'entre eux récents mais d'un modèle dépassé, 17 croiseurs et croiseurs cuirassés, 36 contre-torpilleurs, 16 sous-marins, 2 mouilleurs de mines et quelques hydravions. À partir de septembre 1914, quatre grands navires modernes de type dreadnought – le *Courbet*, le *Jean-Bart*, le *France* et le *Paris*, viennent la renforcer.

Nécessité d'une présence permanente

Rapidement toutefois, l'extension du conflit avec l'entrée en guerre de la Turquie et le développement de la guerre sous-marine par les puissances centrales conduisent à une autonomie presque totale des amiraux de la Royal Navy et exigent la présence permanente à la mer d'un nombre croissant de navires, qui ne peuvent être obtenus que par la réquisition massive des ressources de la marine marchande.

Essentiellement basée à Toulon et à Bizerte, la flotte française reçoit deux missions initiales, bientôt étendues à d'autres priorités du fait de l'évolution des opérations de guerre. Il lui faut d'une part assurer la sécurité du transport des troupes du 19^e corps d'armée d'Algérie-Tunisie vers la métropole et d'autre part bloquer en Adriatique la flotte austro-hongroise de l'amiral Haus, repliée sur Pola, et qui représente, avec 54 navires de différents types (dont 3 dreadnoughts modernes) et une demi-douzaine de sous-marins, une force non négligeable à l'échelle de ce théâtre d'opérations.

Dans le domaine naval, la guerre commence dès la nuit du 2 août 1914 lorsque le *Goeben* et le *Breslau*, bâtiments de l'escadre allemande de Méditerranée, mettent le cap à partir de Messine vers l'Algérie. Quelques heures plus tard, appareillant de Toulon, la flotte française se dirige vers Philippeville, Oran et Alger pour protéger les transports de troupes qui commencent à embarquer hommes et che-



Le *Paris*, un des quatre bâtiments français de type dreadnought.



©COLLECTION E. DEROO

Des tirailleurs sénégalais font route vers la France.

vaux. Plus rapides, les croiseurs allemands se présentent le 4 août vers 4 heures du matin devant Bône et Philippeville, tirent rapidement quelques dizaines d'obus sur les ports et parviennent à échapper aux Français et aux Britanniques pour aller trouver refuge en Turquie.

Garantir l'arrivée des troupes

La mission de la flotte n'en est pas moins remplie : du Maroc, d'Algérie et de Tunisie, près de 80 navires transportent en quelques jours 50 000 hommes et 11 800 chevaux, qui constitueront d'indispensables renforts pour les armées du nord et du nord-est avant la bataille de la Marne. L'amiral Boué de Lapeyrère a privilégié la prudence et a exigé pour l'essentiel un déplacement des transports de troupes en convois protégés. Il se privait ainsi d'une grande partie de ses capacités opérationnelles et s'interdisait de prendre d'autres initiatives plus offensives, mais il répondait à l'impératif premier du gouvernement : garantir l'arrivée des troupes d'Afrique du Nord. À partir du 10 août, la deuxième mission prend le pas sur la première et la flotte française entre en Adriatique pour traquer les navires austro-hongrois. Un bref engagement naval le 16 se termine par la destruction de l'ancien croiseur *Zenta* et l'occupation de quelques îles de la côte dalmate. Mais la marine

impériale et royale refuse de quitter ses bases et il faut se résoudre à organiser le blocus de l'Adriatique afin d'interdire à l'ennemi toute tentative de raid vers le large. Cette mission obscure et sans gloire va se poursuivre pendant toute la guerre et mobiliser des effectifs importants. ■

Lieutenant-colonel Rémy Porte,
docteur en histoire,
spécialiste de la Première Guerre mondiale



©SHS

Auguste Boué de Lapeyrère

Promu vice-amiral en 1908, il devient ministre de la Marine le 24 juillet 1909. Il décide donc de faire construire de nombreux bâtiments, notamment des dreadnoughts de la classe Courbet. En 1914, il est commandant en chef de la première armée navale alliée en Méditerranée.

Première victoire alliée

La conquête éclair du Togo

Dès les premiers jours d'août, une campagne menée conjointement permet aux Français et aux Britanniques de s'emparer en vingt jours de la colonie allemande, sans toutefois parvenir à conserver intactes les installations radio stratégiques de l'ennemi. Les deux alliés se partagent alors le pays.

Alors que les échecs se succèdent sur le front de France au début du conflit, les premières victoires sont remportées sur un théâtre d'opérations lointain : la colonie allemande du Togo, la *Musterkolonie* (« colonie modèle »), est conquise par les Alliés dès le 26 août. La rapidité de la campagne est à porter au crédit de ces derniers, qui disposent cependant d'une réelle supériorité numérique, et permet de prendre le contrôle du site de Kamina, où les Allemands venaient de terminer dans le plus grand secret la construction d'une importante station de télégraphie sans fil.

Longue bande de terre orientée sud-nord entre le Dahomey français et la *Gold Coast* britannique, le Togo, colonie allemande depuis 1885, ne dispose pas de troupes permanentes. L'ordre public est assuré par une police de recrutement local (560 hommes), dont l'encadrement européen (11 officiers et sous-officiers) doit former l'ossature des compagnies en cas de mobilisation des ressortissants

allemands. Face à plus de 4 500 Britanniques et Français, le commandement allemand ne peut opposer que 1 200 soldats peu entraînés.

Les Britanniques de la région, qui préparent une intervention dès l'annonce des premières mesures de précaution militaire le 29 juillet, lancent le 6 août une opération de débarquement dans le port de Lomé, pris sans difficulté le lendemain car la ville est abandonnée. Aussitôt, le gouverneur français du Dahomey engage sur la frontière orientale du Togo deux colonnes, l'une longeant la façade maritime, l'autre vers le centre du pays. Dans la nuit du 7 au 8 août, les autorités coloniales alliées conviennent d'une « coopération cordiale » : pas de commandement unique, mais une entente directe entre le lieutenant-colonel anglais Bryant et le commandant français Maroix.

À l'assaut de la station radio allemande

La campagne, marquée par deux types d'opérations distinctes, dure vingt jours, du 6 au 26 août. Au nord, les brigades indigènes françaises et les tirailleurs venus du Sénégal et du Niger s'emparent sans réelle difficulté des villages sous administration allemande, se préoccupant d'obtenir la soumission des chefs de tribus et la reconnaissance d'un « protectorat » français. Au sud, les opérations sont plus dures. Les Alliés partis de Lomé et la colonne Maroix marchant vers l'ouest pénètrent vers l'hinterland togolais le long de la voie ferrée centrale, à la poursuite des Allemands, pour s'emparer au plus vite de la station radio de Kamina. L'importance stratégique de cette installation ultramoderne, qui permet à Berlin de communiquer directement par radio avec ses colonies africaines mais aussi avec les navires épars sur les mers du globe, n'a pas échappé aux Alliés.

Le commandement allemand est placé devant un dilemme stratégique et tactique : la métropole lui demande de défendre « à tout prix » la station de TSF, mais les moyens dont il dispose ne lui permettent pas de résister. Progressivement encerclés par des forces trois fois supérieures, les Allemands tentent de bloquer la progression des



Soldats du corps expéditionnaire anglais au Togo, en 1914.



La station radio de Kamina. Avant de se rendre, les Allemands ont saboté cette installation ultramoderne afin qu'elle ne puisse être utilisée contre leurs intérêts.

Franco-Britanniques à deux reprises. Les 15 et 16 août, ils sont battus près d'Agbélouvé, sur la rivière Lili, perdant en particulier un train blindé de fabrication locale et d'importants stocks de munitions et de ravitaillement. Le 22 août, ils parviennent à stopper les Alliés à Kra en utilisant habilement le terrain. En dépit de ce succès, sans doute impressionné par la puissance relative des colonnes alliées, le commandement allemand renonce à tenir ses positions. Dès le 23 août, il poursuit sa retraite vers la station de Kamina, autour de laquelle l'étau se resserre. Dans la nuit du 24 au 25 août, von Doering fait procéder à la destruction des installations techniques pour qu'elles ne tombent pas aux mains des Franco-Britanniques, puis tente de négocier avec le lieutenant-colonel Bryant une capitulation honorable.

Répartition des territoires conquis

Mais la colonne française avance à marche forcée et le 26, après d'ultimes accrochages, le commandant Maroix, à moins d'un kilomètre du réduit allemand, « aperçoit une quinzaine de drapeaux blancs – d'immenses draps de lit – flottant en signe de reddition ». Le 27, les Français par l'est, les Britanniques par le sud, font simultanément leur entrée dans Kamina et se saisissent d'un peu plus de 1000 prisonniers, de 3 mitrailleuses et 300000 cartouches, ainsi que 300000 marks constituant la réserve financière de la

colonie et qui serviront à payer les premiers frais d'occupation. Le même jour, Bryant et Maroix, directement sur le terrain, partagent le Togo entre Paris et Londres, au prorata des régions effectivement conquises par l'un et l'autre et des effectifs engagés. Cette situation provisoire perdurera jusqu'au traité de Versailles en 1919. ■

Lieutenant-colonel Rémy Porte,
docteur en histoire,
spécialiste de la Première Guerre mondiale



Helmuth von Moltke
Chef du grand état-major général allemand depuis 1906, le général d'armée Moltke établit avec Schlieffen le plan de déploiement de l'armée allemande sur le front occidental européen. Il ordonne l'offensive en Belgique qui conduit à la Bataille des frontières. Ses prises de décision contestées lui valent la responsabilité de la défaite de la Marne.

06/08 MORT AU COMBAT DU PREMIER OFFICIER FRANÇAIS

A lors que les premiers affrontements de la guerre ont eu lieu dans l'Est, le lieutenant Maurice Drieux est le premier officier tombé au champ d'honneur. Il est mort pour la France, au pied de son quartier, près du village de Labry, à l'ouest de Metz (actuelle Meurthe-et-Moselle), à deux pas de la frontière. Il appartenait au 16^e bataillon de chasseurs à pied. Au matin du 6 août, alors que le bataillon était en place dans le bois de Labry, les Allemands ont débouché d'Hatriz. Cette initiative a immédiatement fait



réagir le commandement français, qui a envoyé une compagnie. Opération qui a connu tout d'abord le succès puisque la section du lieutenant Drieux a réussi à déloger une dizaine de soldats de la ferme du Tremblois. L'ennemi a reculé, permettant aux Français de sécuriser le secteur et de se placer en position défensive.

Les Allemands ont alors mené une contre-offensive massive, infligeant d'importantes pertes. Le lieutenant Drieux, 31 ans, est tombé aux côtés de quatre-vingts de ses camarades, morts ou grièvement blessés. L'ordre de repli a alors été sonné par le capitaine Wauthier, commandant la 1^{re} compagnie, lui-même grièvement blessé.

30/08

DÉFAITE RUSSE À TANNENBERG

Les Français ont demandé à l'allié russe d'attaquer le plus vite possible pour ouvrir un deuxième front. Le 20 août, les Allemands sont bousculés à Gumbinnen. Mais, interceptant des messages radio, ces derniers comprennent que les Russes sont beaucoup plus loin du front qu'il n'y paraît. Ils mènent alors une contre-offensive massive qui les conduit à mettre l'armée du tsar en déroute le 30 août à Tannenberg, en Prusse-Orientale. Pour le peuple allemand, la défaite des chevaliers teutoniques de 1410 est lavée.

29/08 VICTOIRE DE LA BATAILLE DE GUISE

Après trois semaines de combats intensifs, les armées françaises ont été malmenées par les Allemands et la puissance de leur artillerie. Constatant l'inquiétante avancée de l'ennemi, le général Joffre a ordonné, le 27 août, une contre-offensive sur le flanc nord-ouest du front, entre la Somme et le sud de l'Oise. L'effort principal de cette opération devait être porté sur la région de Saint-Quentin par la 5^e armée française, commandée par le général Lanrezac. Mais, face à l'avancée des I^{er} et II^e armées allemandes, ce dernier a adapté l'offensive. Le 29 août, l'assaut a été donné à l'est de Saint-Quentin, aux alentours du village de Guise. Un mouvement couronné de succès pour les Français,

qui sont parvenus à barrer la route aux forces allemandes en les repoussant sur la rive nord de l'Oise, dégageant par la même occasion les Britanniques de la pression qui pesait sur eux. Il s'agit donc de la première victoire relative de la guerre pour la France et l'occasion pour les forces alliées de se replier en sécurité. Cet épisode a permis d'aborder au mieux la bataille de la Marne.



août-décembre L'AUTRICHE AFFRONT LES TROUPES SERBES

Les Autrichiens attaquent les armées du maréchal Putnik le 14 août. Mais ce dernier reprend l'initiative le 16. Après quatre jours de combats violents, le centre ennemi est définitivement enfoncé : c'est la victoire du mont Cer le 20 août. La lutte se poursuit dans la région de Chabatz et s'achève par la déroute des Autrichiens (25 août). Cependant, ces derniers, avec des forces supérieures, occupent Belgrade le 2 décembre 1914. S'engage une bataille meurtrière, particulièrement sur les hauteurs de Roudnick. Les Autrichiens sont battus et laissent 50 000 prisonniers et près de 200 canons (9 décembre). À la fin du mois, la Serbie est libérée.



02/09

LE GOUVERNEMENT QUITTE PARIS POUR BORDEAUX

Après avoir subi les plus grosses pertes de son histoire, l'armée française recule face à l'ennemi et les forces franco-britanniques perdent du terrain sur tous les fronts. Le 2 septembre, la 1^{re} armée allemande entre dans Senlis. Craignant un nouveau siège de Paris, comme en 1870, le président du Conseil, René Viviani, et ses ministres fraîchement nommés décident de quitter la capitale pour Bordeaux, dans le but de donner une nouvelle impulsion à la Défense nationale. En l'absence du gouvernement, le contrôle de la cité est confié au général Joseph Gallieni, gouverneur militaire de Paris.

14/08 PRISE DU PREMIER DRAPEAU ALLEMAND



C'est à l'issue de la bataille de Plaine Saint-Blaise (dans l'actuel Bas-Rhin) qu'a été pris le premier drapeau à l'ennemi. Alors que les troupes françaises formant la « brigade bleue » effectuaient un mouvement en direction

de la vallée de la Bruche, une position allemande a barré la progression du 1^{er} bataillon de chasseurs à pied, commandé par le chef de bataillon Tabouis. Appuyés par de solides défenses, les Allemands ont résisté fortement. Les combats ont été

rudes et l'on déplore des dizaines de morts. Au prix d'une journée d'efforts, aidés par la précision des batteries du 12^e d'artillerie, les chasseurs ont fini par prendre le dessus en soirée. Un corps de ferme qui abritait le 132^e régiment poméranien a été pris d'assaut par la section du lieutenant Lasnier, qui a fait plusieurs prisonniers parmi lesquels l'officier porte-drapeau. Les Allemands avaient tenté de dissimuler l'emblème, vite retrouvé par les chasseurs.



22/09

PAPEETE BOMBARDÉE, TAHITI SAUVÉE



Dans la matinée du 22 septembre, deux navires non identifiés ont pénétré dans la passe de Papeete, à Tahiti (Polynésie française). La protection de l'archipel, assurée par le lieutenant de vaisseau Maxime Destremau, commandant de la

canonnière française la *Zélée*, a immédiatement lancé trois coups de semonce afin d'intimer aux navires de s'identifier. En réponse, les croiseurs cuirassés allemands *Scharnhorst* et *Gneisenau*, commandés par l'amiral von Spee, ont hissé leurs

drapeaux de la marine allemande avant d'ouvrir le feu en direction du port de Papeete. Bloqués à l'entrée du port par le sabordage du cargo allemand *Walkure* quelques jours plus tôt par Destremau, les navires de guerre allemands – sous le feu des modestes batteries côtières françaises – ont été contraints de faire demi-tour et de regagner le large, laissant l'île de Tahiti détruite au tiers. À l'heure du bilan, on déplore la perte de deux civils ainsi que de la *Zélée*, coulée par les obus allemands dans le port, et du dépôt de charbon, incendié lors du bombardement de la ville.

05/10 PREMIER DUEL AÉRIEN

Soixante-quatre jours après le début de la guerre, le premier duel aérien a eu lieu dans le ciel français, près de Reims. Le sergent Joseph Frantz (pilote) et le caporal Louis Quenault (mécanicien mitrailleur), aux commandes d'un avion biplace Voisin III, ont concrétisé la première victoire tricolore dans les airs, en prenant en chasse puis en abattant à l'aide d'un fusil-mitrailleur Hotchkiss embarqué un biplace allemand Aviatik. Le combat s'est déroulé alors que les aviateurs français effectuaient une mission de reconnaissance aux abords de Reims.

Bataille de la Marne

Premières semaines décisives

Au début des combats, les commandements français et allemand espéraient, chacun de leur côté, emporter rapidement la décision en menant une guerre éclair, mûrement planifiée. Les deux stratégies opposées ont échoué sur le front de la Marne au prix de très lourdes pertes. Le conflit s'installait.

A dire vrai, on s'est très peu battu sur la Marne en 1914. Ce nom générique couvre en réalité un engagement paroxystique des armées des grandes puissances mondiales de l'époque, essentiellement sur le sol français. Les pays les plus importants financièrement, industriellement et au niveau de civilisation le plus avancé, se sont affrontés du 15 août au 15 septembre avec la volonté d'anéantir les forces adverses. Les armées les plus nombreuses, les plus entraînées du monde, dirigées par un encadrement formé à l'étude de la guerre depuis des décennies, se sont affrontées, des deux côtés, avec des plans d'engagement

rodés depuis des décennies et une pensée unique : en finir vite. Comment ? Du côté allemand, la solution préconisée a été de chercher l'aile adverse pour la déborder et l'enfermer dans une nasse. Du côté français, conscient de cette menace, l'idée a prévalu de concentrer ses forces, bien groupées, pour percer à l'emporte-pièce ce flanc qui s'offrait à sa portée et tronçonner l'armée adverse en deux parties avant de détruire celle la plus avancée en la rabattant vers l'ouest. Chaque côté a joué son va-tout en ne se ménageant pas de réserves, se privant de tout pouvoir de contre-offensive rapide en cas de surprise initiale. Le 23 août, après une semaine d'engagement, le plan français

Enjeux stratégiques de la bataille de la Marne

Le retournement de situation dû à la bataille dite de la Marne a été crucial sur le plan stratégique. Sur le papier, la France disposait d'alliés de poids qui lui apportaient au niveau démographique, militaire, financier et industriel des avantages tels qu'ils égalaient, voire surpassaient, les capacités équivalentes de l'ensemble constitué par l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.

En 1914, l'alliance avec la Russie équilibrait le rapport de force et contraignait l'adversaire potentiel à s'engager simultanément sur ses frontières orientale et occidentale. L'entente avec le Royaume-Uni fournissait à la France la mise à disposition des ressources du pays planétairement le plus influent du moment. Restait une faille angoissante. Seule la France et l'Allemagne étaient capables de mobiliser en moins de deux semaines troupes d'active et de réserve instruites, à partir de réseaux ferrés fortement

innervés. Il n'en était pas de même de la Russie, réservoir d'hommes, mais non formés, et tributaire d'un réseau ferroviaire clairsemé, insuffisant pour acheminer rapidement les grandes unités mobilisées. Quant à la Grande-Bretagne, sans conscription, elle ne pouvait dans des délais courts n'offrir qu'un corps expéditionnaire, bien entraîné, mais réduit en taille. Dans cette guerre qui deviendra rapidement européenne, puis planétaire, le danger consistait en ce que le premier round serait obligatoirement une explication franco-allemande. Une défaite initiale pouvait remettre en cause le concours des Alliés. Les Russes ne se battaient pas à partir du territoire national mais sur leur glacis impérial polonais. Les Britanniques, protégés par leur isolement insulaire, pouvaient reconsidérer leur position. Le coup d'arrêt de la Marne a maintenu la solidité de l'Alliance, promesse de fin heureuse à terme.



©AFP

Le 5 septembre 1914, des centaines de taxis parisiens stationnent sur l'esplanade des Invalides, à Paris. Sur l'ordre du général Galliéni, gouverneur militaire de la capitale, ces véhicules vont acheminer 4 000 hommes vers le front de la Marne.

avait dramatiquement échoué. Le 8 septembre, c'était au tour du plan allemand. Le 15 septembre, la contre-offensive française venait mourir au pied du Chemin des Dames et des monts de Champagne tandis que se déclenchait une deuxième terrible guerre de mouvement en Picardie, puis, en octobre-novembre, plus au nord, sur l'Yser. Trois semaines d'angoisse.

2 000 hommes tombés en une journée

Revenons au 23 août. Quatre de nos armées ont attaqué et ont toutes plié depuis les Vosges et la Lorraine aux Ardennes belges. La 5^e, isolée plus au nord, plus prudente, a reçu le choc ennemi sur la Sambre, autour de Charleroi, et, à l'issue d'un combat défensif, menacée d'être ■■■



©DR

Général Charles Lanrezac

Le 23 août, à la tête de la 5^e armée, il contraignit les Allemands, lors de la bataille de Guise, à resserrer leur dispositif vers l'est. Il contribue ainsi indirectement à la victoire de la bataille de la Marne, quelques jours plus tard. Sa mésentente avec le commandant des forces britanniques lui vaut d'être remplacé par le général Franchet d'Espèrey le 3 septembre.

■■■ entourée, s'est dégagée et mise en retraite dans la nuit du 23 au 24. Que faire, alors qu'il n'y avait pas de plan B, une quasi-absence de réserves et des troupes marquées par des combats cumulant pertes terribles et défaite initiale ? Le 22 août étaient tombés en une journée, les armes à la main, 2 000 hommes, un chiffre supérieur aux pertes totales au combat pendant la guerre d'Algérie. Deux semaines plus tard, la machine allemande se grippait et se repliait rapidement en direction de points du terrain auxquels accrocher son dispositif pour enrayer la dynamique nouvelle qui lui était devenue défavorable.

Pourquoi ? Une partie des réponses est à rechercher dans l'action du grand quartier général (GQG) et des armées sur le terrain. L'espace consacré ici n'est pas suffisant pour développer les erreurs de conception du plan français, dit plan XVII.

Stopper l'invasion allemande vers Amiens

Devant cet échec magistral, il fallait réagir. Loin de poursuivre l'idée d'une percée de flanc, il fallait au plus vite opposer à l'aile marchante allemande, opérant en quasi-terrain libre, une force capable de la freiner. Tranchant dans le vif, alors que la situation restait très tendue à l'est, une armée de circonstance, avec des unités prélevées à l'est et sur Paris était mise aux ordres du général Maunoury et jetée en face de l'invasion allemande vers Amiens. Bousculée à peine débarquée, cette armée partait à marche forcée se reconstituer à l'abri des canons du « camp retranché » de Paris, et de son gouverneur militaire, le général Gallieni. L'aile gauche restait donc totalement découverte, et ce d'autant plus que le corps expéditionnaire britannique qui flanc-gardait à l'ouest la V^e armée, furieux d'avoir été placé d'emblée face à la puissante armée de von Kluck, doutant de la capacité française à redresser la situation, se repliait à marche forcée vers le sud, et étudiait l'éventualité d'un rembarquement.



©AFP

Le 1^{er} septembre, le général Joffre en tirait les conséquences dans un télégramme adressé au nouveau ministre de la Guerre, Alexandre Millerand : « *J'estime [...] nécessaire que le gouvernement s'éloigne [de Paris] ce soir ou demain et j'ai demandé que la place de Paris soit comprise*

Sur le terrain, des officiers et sous-officiers mécontents

À la mi-septembre, les nerfs sont à vif, particulièrement chez les cadres de contact, comme en fait foi l'étude de leurs carnets ou de leur correspondance. L'armée française a été encadrée de 1914 à 1918 par quelque 190 000 officiers et plus de 300 000 sous-officiers. Ce sont eux qui ont supporté le poids du combat, qui ont eu à enrayer les débandades et cherché, jour et nuit, pendant un interminable mois, à faire au mieux pour remplir leurs missions. À les lire, il y eut un mécontentement profond, non envers le général Joffre, dont l'énergie, le calme et l'impassibilité avaient rassuré, mais envers ses grands collaborateurs du GQG, surnommés les « Jeunes Turcs », en particulier le général Berthelot et le commandant Gamelin, spécialistes de la guerre sur

le papier. Le ressentiment se portait aussi vers ceux qui, à l'échelon intermédiaire, n'avaient pas été à la hauteur. On connaît la vaste opération de limogeages qui a affecté cette période, tout en constatant, cent ans après, au travers des archives privées, qu'elle a frappé des incapables mais aussi des chefs efficaces, brillants, suivis par leurs subordonnés, mais trouvés trop indépendants. La faillite de certains généraux fut indéniable, mais pas dans la proportion que laisserait penser le nombre d'entre eux renvoyés à l'arrière. En bref, à la mi-septembre, en dépit de ces sources de mécontentement, c'est une armée complétée en hommes et en cadres qui, sans désespérer, s'engage avec détermination pour chasser un envahisseur dont ils ont pu constater les exactions.



**Le général Maunoury (à droite)
et le général Joffre (au centre)
sur le front lors de la bataille
de la Marne.**

dans la zone des armées. » Où en était-on à cette date ? À l'aile droite, battues le 20 septembre, en retraite difficile les jours suivants, les 1^{re} et 2^e armées avaient été toutefois capables de mettre en place dès le 24 un coup d'arrêt brutal effectué le 25 dans la trouée de Charmes, arrêtant net la tentative allemande de lancer un enveloppement par sa gauche, complémentaire de celui de sa droite, ce que le général de Castelnau appelait « *la deuxième pince du crabe* ». L'ennemi ne put reprendre ses attaques violentes qu'à partir du 4 septembre et échouera face à la fermeté défensive de la 2^e armée sur le Grand Couronné, près de Nancy.

Plus au nord, la 3^e armée, bousculée les 21 et 22 août, évacuait rapidement la rive droite de la Meuse et infligeait, le 28 août, un échec sanglant à l'armée du Kronprinz, rejetée dans la Meuse. En dépit de ses efforts, elle ne pourra plus entamer cette armée. À l'aile gauche française, la 5^e armée de Lanrezac, en retraite depuis le 24 août, surprenait les Allemands par son attaque plein ouest sur Saint-Quentin le 29 août. Attaquée en même temps de front depuis Guise, elle contraignait la garde prussienne à reculer. Bloquée, la 11^e armée allemande laissait alors l'initiative à la 1^{re} armée de von Kluck qui accélérât sa conversion vers le sud-est, offrant ainsi son flanc ouest non protégé. Gallieni voyait tout l'avantage de lancer sur ce flanc les forces mises provisoirement à sa disposition à Paris autour de l'armée Maunoury. Cette dernière, une fois l'accord donné par le GQG, se lançait alors plein est le 6 septembre. Von Kluck, rameutant son armée

face à cette mortelle menace, abandonnait sa liaison avec l'armée de von Bulow à sa gauche. C'est dans cette brèche que les troupes françaises, à bout de souffle après cette retraite sur des centaines de kilomètres, bien appuyées par l'artillerie, s'engouffrèrent alors dans les jours qui suivirent. Bloquées des Vosges à Verdun, menacées de rupture des liaisons entre elles à l'ouest, les armées françaises n'avaient plus que le reflux comme solution. Avec ce qu'on aurait pu appeler la bataille de l'Ourcq, à partir du 6 septembre, mais qui a pris le nom générique de bataille de la Marne, l'ombre portée de la défaite de 1870 était dissipée. ■

Général (2S) Bach

©ALBUM DE L'ILLUSTRATION/COLLECTION PARTICULIÈRE



Le général Gallieni
Retraité en avril 1914, il est rappelé pour prendre la fonction de gouverneur militaire de Paris le 26 août. Son action a permis la défense de la capitale, en réquisitionnant 600 taxis pour assurer le transport de troupes en renfort sur l'Ourcq et la Marne.

La Course à la mer

L'eau, entrave au mouvement

Après les échecs des opérations militaires entreprises dans la Marne, les belligérants vont tenter mutuellement de se contourner en déplaçant leurs troupes dans les espaces laissés libres par le conflit. La ligne de front va s'allonger vers la mer du Nord et sera bloquée par le littoral.

Au terme d'une retraite harassante effectuée depuis l'échec sur les frontières à la fin août 1914, l'armée française et les divisions britanniques lancent une immense contre-offensive – la bataille de la Marne – du 6 au 12 septembre 1914. L'armée allemande est contrainte de se replier, mais elle n'est pas vaincue. Vers la mi-septembre, celle-ci cesse de reculer. Elle se fortifie le long d'une ligne qui s'étend de l'Aisne à la Meuse et sur laquelle le front se stabilise.

Les deux commandants en chef comprennent qu'il reste un espace entre l'Oise et la mer où les armées peuvent encore manœuvrer. Ce vaste territoire est dépourvu de troupes. Seuls les Belges résistent encore à Anvers. Le

pays qui parvient à constituer le plus rapidement une armée pouvant s'y battre, sans relâcher la pression dans les autres secteurs, peut encore espérer déborder l'ennemi et triompher. À partir de la mi-septembre, les deux armées tentent de se dépasser mutuellement dans une course frénétique dans les plaines du Nord, de la Picardie au littoral de la mer du Nord.

Prendre à revers l'aile ennemie

Cette dernière bataille de la guerre de mouvement est appelée « Course à la mer ». Ce nom s'est imposé bien après la bataille. Il ne correspond pas à la réalité : la mer ne constitue nullement un objectif. Mais cette course, qui s'est engagée pour prendre à revers l'aile ennemie



En ordre serré et coiffés de leur chapeau haut de forme de cuir, des carabiniers belges défendent une route de leur pays.



Boyau de la mort à Dixmude
De Doodengang to Dixmude
The "Trench of death"

Panorama du Boyau de la Mort.
Panorama van den Doodengang.
Panorama of the Trench of death.

©DR

La ville belge de Dixmude tombe aux mains des Allemands le 10 novembre. L'armée du roi Albert 1^{er} renforce alors sa position derrière la digue de l'Yser. L'endroit, surnommé « Boyau de la mort », se trouve à quelques mètres des lignes allemandes.

à partir de la mi-septembre, s'est terminée quand les armées ont atteint le littoral de la mer du Nord à la mi-novembre. Après la bataille de la Marne, les deux camps s'empressent d'acheminer des renforts ou de constituer de nouvelles grandes unités, le plus souvent dans la hâte. Du côté allemand, près de 50 divisions d'infanterie et quatre corps de cavalerie sont regroupés dans les VI^e, II^e et IV^e armées. Du côté allié, trois armées françaises, dont deux de création nouvelle, sont déployées : la 2^e du général de Castelnau, la 10^e du général Maud'huy, les quatre divisions territoriales du groupement d'Amade, commandées par le général Brugère, et les deux corps de cavalerie des généraux Conneau et Mitry. La 8^e armée, commandée par le général d'Urbal, complète ce dispositif à partir du 20 octobre. Enfin, la *British Expeditionary Force* du maréchal French participe aux opérations. Le général Joffre déplace son grand quartier général et s'installe à Romilly-sur-Seine (Aube) le 26 septembre. Pour coordonner l'action des forces opérant au nord de l'Oise, le général Foch est nommé adjoint au

commandant en chef le 4 octobre 1914. Cet engagement est composé de deux phases et de plusieurs batailles de rencontre. La première phase comprend les combats acharnés de la Somme (du 20 au 30 septembre) ■■■

©ALBUM DE L'ILLUSTRATION/COLLECTION PARTICULIÈRE



Albert 1^{er}

Le 4 août, face à l'occupation de son pays, le roi belge prononce un discours de résistance devant le parlement avant de prendre directement le commandement de son armée. Après une victoire à Halen en août, les Belges ne peuvent que reculer jusqu'au bord de l'Yser, qu'ils défendent pendant quatre ans.



Le port de Nieuport, situé sur l'estuaire de l'Yser, inondé par les soldats belges fin octobre. L'opération consistait à ouvrir les écluses à marée haute et à les laisser fermées à marée basse afin de faire sortir la rivière de son lit et de gêner les mouvements des troupes allemandes.

■■■ et d'Arras (du 2 au 7 octobre). Elles débouchent sur une stabilisation du front dans ces secteurs. Le général Joffre ordonne au général de Castelnau, dont la 2^e armée vient de quitter le front lorrain pour la région d'Amiens, d'agir contre l'aile droite allemande. Cependant, bien qu'à l'initiative du mouvement, la 2^e armée de Castelnau se heurte à la VI^e armée allemande de Rupprecht de Bavière. Aucune des deux ne réussit à prendre l'avantage. Par conséquent, la bataille se déporte plus au nord, dans la région de Lens, sur les hauteurs de Vimy et de Notre-Dame-de-Lorette. Côté français, le général Maud'huy est à la manœuvre. Malgré les coups de boutoir, il tient en Artois et Arras ne tombe pas aux mains des Allemands.

Les divisions britanniques sont également engagées dans ce vaste mouvement vers le littoral. Elles quittent leurs positions sur l'Aisne et se portent sur la Lys. De plus, à Anvers, 90 000 soldats belges, commandés par Albert I^{er}, sont réfugiés sur une immense position for-

tifiée. La menace que fait peser l'armée belge sur les voies de communication ennemies, en particulier le chemin de fer, amène le haut commandement allemand à détruire la poche d'Anvers. Cette action s'inscrit dans une vision stratégique qui consiste, après la prise de cette ville, à déclencher une offensive vers la Manche afin d'occuper le nord de la France, de s'emparer des ports de Dunkerque et de Calais, puis de marcher en direction de Paris.

La Belgique occupée

À partir du 28 septembre, les défenses belges sont écrasées sous un puissant barrage d'artillerie. Le 3 octobre, Winston Churchill, premier lord de l'Amirauté, fait débarquer à Anvers un corps d'élite, les 2 200 hommes de la brigade de Royal Marines, bientôt rejoints par deux brigades de la Royal Naval Division, soit environ 7 000 hommes. Leur mission vise à aider les Belges à combattre et, le cas échéant, à s'exfiltrer, à contribuer



à tenir le port aux mains des Alliés et à protéger les autres ports de la mer du Nord, d'Ostende à Calais. Churchill prend personnellement le commandement de cette force. Toutefois, Anvers capitule le 10 octobre. En Grande-Bretagne, l'expédition apparaît comme un échec dont le responsable est Churchill. Elle a vraisemblablement permis aux Alliés de conserver Dunkerque, Calais et Boulogne. Mais la capitulation signe l'occupation quasi-totale de la Belgique. Elle ne peut plus passer à l'offensive en dépit des renforts français et britanniques.

L'Yser, dernier rempart

Dès lors s'engage la deuxième phase de la Course à la mer. Mi-octobre, aux yeux des Alliés et des Allemands, la percée est encore réalisable dans le secteur de la Flandre belge. Les états-majors pensent que les mouvements sont encore possibles dans cette zone de l'Yser, qui devient stratégique. Pour Albert I^{er}, « *la ligne de l'Yser constitue notre dernière ligne de défense en Belgique. Elle sera tenue à tout prix* ». Français et Britanniques souhaitent conserver les ports français de la Manche, si utiles à l'allié britannique, et espèrent encore effectuer une offensive décisive et victorieuse contre l'armée allemande, malgré la fatigue des campagnes précédentes. Enfin, le commandant en chef de l'armée allemande, Erich von Falkenhayn, espère déclencher une importante offensive en Flandre en direction de Dunkerque, Boulogne et Calais. Il dispose d'une nette supériorité dans le domaine de l'artillerie, avec des effectifs sensiblement équivalents à ceux des Alliés (environ 100 000 hommes).

La plaine de l'Yser est sillonnée de nombreux cours d'eau canalisés ou non endigués, contrariant fortement le bon déroulement des opérations militaires de grande envergure dans la région. La plaine de l'Yser, qui culmine à deux mètres au-dessus du niveau de la mer, n'est pas inondée par la marée grâce aux dunes et surtout à un système hydraulique ingénieux constitué de digues, d'écluses et de déversoirs anciens, qui régulent les eaux dans la région. Le cœur de cette organisation est le déversoir de la Patte d'oie, le Ganzepoot, de Nieuport. Par le passé, la plaine de l'Yser a été inondée à des fins militaires à plusieurs reprises. Les Allemands semblent ignorer la menace d'une inondation défensive de l'Yser tandis que les Belges n'envisagent pas encore cette éventualité lorsque l'armée allemande passe à l'offensive le 18 octobre.

Pendant la bataille de l'Yser (du 18 au 26 octobre), 50 000 Belges, 6 000 fusiliers marins de l'amiral Ronarc'h, mais aussi des territoriaux français, des soldats africains et une division britannique se heurtent à la IV^e armée allemande. Le 28 octobre, devant les coups

de boutoir allemands, les Belges décident d'ouvrir les écluses de Nieuport et inondent le champ de bataille, le rendant impraticable. Les inondations ont pour conséquence de déplacer la bataille au sud de l'Yser, sur un front de 50 kilomètres. Malgré quelques succès tactiques (prise de Dixmude le 10 novembre), les Allemands piétinent devant Ypres. Cependant, ils n'hésitent pas à renouveler leurs efforts au prix de pertes humaines considérables. Commencée à la mi-octobre, la première bataille d'Ypres prend fin officiellement le 22 novembre. Un saillant s'est formé autour d'Ypres. Il est défendu par des Français et des Britanniques. Le mouvement dans la Flandre belge est devenu impossible. Les belligérants interrompent les offensives de grande envergure et s'enterrent pour reconstituer leurs forces. La fin de la bataille de l'Yser et d'Ypres met un terme à la guerre de mouvement. Les Allemands échouent à atteindre la Manche. Quant aux franco-britanniques, ils ne réalisent pas la percée tant attendue mais réussissent à contenir l'avance allemande au prix de pertes importantes.

Front stabilisé de la mer du Nord à la Suisse

La Course à la mer est achevée à la mi-novembre. Le front est stabilisé sur une ligne de près de 700 kilomètres, de la mer du Nord à la frontière suisse. Les états-majors s'interrogent quant à la manière de poursuivre la guerre. Dans cette bataille, chacun des belligérants a engagé plus de la moitié de ses divisions d'infanterie et la presque totalité des divisions de cavalerie. Plus de 65 000 Allemands, 30 000 Belges, 55 000 Britanniques et 50 000 Français ont été tués, blessés, prisonniers ou portés disparus et aucune armée n'est parvenue à déborder l'autre.

**Commandant Michaël Bourlet,
Écoles militaires de Saint-Cyr Coëtquidan**

©ALBUM DE L'ILLUSTRATION/COLLECTION PARTICULIÈRE



Sir John French

Le field marshal est désigné pour assurer le commandement du corps expéditionnaire britannique d'août à la fin 1915. Homme de caractère, il s'oppose à son ministre de la Guerre dans le choix des décisions d'ordre opératif.

Service de santé des armées Répondre à l'épreuve du feu

Bousculé par la violence des combats, le Service de santé des armées, qui avait mis en place des moyens pour une guerre courte, réagit rapidement. Il augmente notamment le nombre de médecins et d'infirmiers et met en place, à partir de 1915, des auto-chirurgicales, hôpitaux mobiles opérant au plus près du front.

Le Service de santé des armées a été accusé d'avoir, au cours des premières semaines de la Grande Guerre, manqué à sa mission en étant la cause, par imprévoyance, désorganisation ou incompétence, du décès d'innombrables blessés évacués de la zone des armées vers l'intérieur dans des conditions déplorables. Les récits qui nous sont parvenus témoignent en effet que les conditions de soins, de tri des urgences et de transport étaient nettement insuffisantes par rapport aux besoins, et la presse de l'époque s'alarme dès septembre 1914, poussant les parlementaires à intervenir. Il convient toutefois de replacer ces événements dans leur contexte d'une part et de prendre en compte les très rapides adaptations qui suivirent. Deux aspects sont à cet égard particulièrement significatifs : la question du personnel médical et infirmier et celle de la doctrine d'emploi.

Une modernisation engagée depuis 1910

Au début de la Première Guerre mondiale, le Service de santé termine à la fois sa réorganisation et la modernisation de ses équipements, engagées depuis les années 1910. Seuls dix corps d'armée sur vingt et un sont alignés sur leur organisation et leurs dotations définitives. Comme pour toutes les autres composantes de l'armée et de la société françaises, ses responsables s'attendent à une guerre courte et les moyens sont mesurés au minimum. Les effectifs sont particulièrement déficitaires, même après la mobilisation : le SSA ne compte que 10 500 médecins, dont près de 9 000 réservistes. Il manque ainsi de l'ordre de 12 000 médecins, dont 7 000 environ aux armées. Tout aussi grave, une grande partie de l'organisation sanitaire de l'intérieur repose sur le bénévolat, à travers trois grandes organisations caritatives affiliées à la Croix-Rouge : la Société de secours aux blessés militaires, l'Union des femmes de France et l'Association des dames françaises. En clair, au-delà

de la zone des combats, les soins aux blessés relèvent souvent d'initiatives privées, extrêmement nombreuses mais non coordonnées. Par ailleurs, si le personnel est armé des plus charitables intentions, il n'est pas formé. Or, les blessés reçus dans les lieux sanitaires sont beaucoup plus nombreux que prévu et, dans une proportion importante, atteints non pas par une balle de fusil (« blessure propre ») mais par des éclats d'obus.

Structures immédiatement débordées

Durant les premières semaines du conflit, particulièrement meurtrières, le Service se heurte d'autre part à deux difficultés majeures. La progression allemande par le nord de la France le prive des ressources hospitalières des riches régions relativement urbanisées du Nord et du Nord-Est, et donc d'autant de lits susceptibles d'accueillir les blessés. Par ailleurs, ceux-ci sont beaucoup plus nombreux qu'envisagé et les structures existantes se révèlent immédiatement débordées. En dépit des efforts des brancardiers et auxiliaires, des médecins, des infirmiers militaires et des infirmières civiles qui se dévouent sans compter, en dépit de l'ouverture très rapide d'innombrables structures provisoires dans les écoles, les hôtels, les séminaires, etc., l'afflux de blessés est tel que les conditions d'accueil, de transport et de soin se dégradent rapidement, entraînant une intolérable surmortalité. On compte au total, entre le 2 août et le 31 décembre 1914, près de 21 000 décès pour 1 133 000 militaires malades et blessés hospitalisés.

Il faut, dans l'urgence, appeler de nouveaux personnels de santé et se préoccuper de leur formation. Tous les spécialistes, en particulier les chirurgiens et les étudiants en médecine, sont recensés, et en moins d'un an le nombre de médecins aux armées atteint 15 400. Ce double effort de développement et de rationalisation est entrepris pendant que les combats de la guerre de mouvement se poursuivent et que les unités ne cessent de se déplacer.



©ECPAD

Des blessés, accompagnés d'infirmières et de médecins, sont acheminés par trains sanitaires dans des hôpitaux éloignés du front.

Les œuvres bénévoles et les dons, français et étrangers, sont toujours très favorablement reçus (mise à la disposition des armées de l'hôpital américain de Neuilly dès le 4 août, création d'un hôpital japonais dans les locaux de l'hôtel Astoria et d'un hôpital russe sur les Champs-Élysées par exemple), mais surtout le Service s'adapte aux conditions du temps de guerre. Un poste de chef du SSA est créé au grand quartier général (curieusement, il n'existait pas lors de l'entrée en campagne) et les effectifs sont complétés aussi bien aux armées qu'à l'intérieur. En quelques mois, le nombre d'hôpitaux passe de 1 987 lors de la déclaration de guerre à 3 968 au 1^{er} novembre 1914, puis à 5 202 au 1^{er} janvier 1915. Cette croissance quasi exponentielle s'accompagne naturellement d'un accroissement parallèle du nombre d'infirmières, devenues les « chevilles ouvrières du système ». D'innombrables photos et cartes postales les mettent en scène, aux côtés des poilus, des hôpitaux d'évacuation aux quais des gares et aux établissements de l'arrière. Soignantes et confidentes, elles restent jusque dans l'entre-deux-guerres parmi les personnages emblématiques préférés des poilus. Très pragmatiquement, la formation des volontaires est professionnalisée, activement poussée (le premier stage ouvre à Paris dès le 17 août 1914) et, chaque année, des milliers d'attestations d'aides-auxiliaires et de diplômes d'infirmières seront remis.

Ces évolutions s'accompagnent d'une réflexion sur la doctrine d'emploi du SSA et d'une profonde modification de ses procédures. Très vite, la priorité devient le « tri » des blessés, afin de déterminer ceux qui peuvent être soignés au plus près du front dans des conditions satisfaisantes et ceux dont l'état exige une évacuation rapide vers des structures lourdement équipées de ■■■



Marie Curie

Lorsque la guerre éclate, Marie Curie se mobilise aux côtés d'Antoine Béchère, directeur du service radiologique des armées. Elle participe à la conception de dix-huit unités chirurgicales mobiles, des ambulances radiologiques surnommées les « petites Curie » pouvant approcher de très près les champs de bataille et ainsi limiter les déplacements sanitaires des blessés.

©AIFP

CONSÉQUENCES DES PREMIERS MOIS

■■■ l'intérieur. Dans le double but de réduire la durée d'éloignement des unités – crise des effectifs oblige – et d'éviter l'aggravation de l'état des blessés, la réalisation de ce tri est complémentaire d'une densification des structures de l'avant. Il faut donc, dès la fin de l'automne 1914, répondre à deux exigences différentes : améliorer les conditions de transfert vers l'arrière de ceux dont l'état le demande et permettre des soins complexes au plus près des lignes.

Au premier rang des moyens d'évacuation vers l'intérieur figurent les trains sanitaires. En août 1914, il en existe cinq dits « permanents », spécifiquement aménagés pour cet emploi (on en comptera 190 à la fin de la guerre). Mais la grande majorité des moyens est constituée par 115 trains dits « improvisés » et 30 trains « ordinaires », mis à la disposition des armées par les grandes sociétés de transport ferroviaire. Il est faux d'affirmer que rien n'était prévu (le personnel de chaque train est théoriquement de 48 médecins, sous-officiers et infirmiers tandis que le matériel technique représente 17 tonnes), mais l'immense majorité des wagons n'est pas équipée pour cet usage particulier et, dans la désorganisation générale des premières semaines de guerre, les mêmes trains sont souvent utilisés pour transporter les troupes à l'aller puis immédiatement les blessés au retour. Ces mauvaises conditions d'hygiène sont aggravées par les lenteurs de la circulation sur des lignes surchargées et par l'absence fréquente de personnel de bord. Enfin, lorsqu'un infirmier est présent, il ne dispose généralement pas du matériel de soin prévu et ne peut pas passer d'un wagon à l'autre.

La réaction de la direction du SSA est rapide. Dès la fin de l'année, les rames sont standardisées, leurs équipements uniformisés et une petite équipe de logisticiens centralise et gère les déplacements sur l'ensemble des réseaux de l'Hexagone. À partir du début de l'année 1915, de nouveaux trains sont mis en service, avec des wagons adaptés au transport des blessés couchés ou assis, à la permanence des soins nécessaires et à l'alimentation des poilus. Les improvisations et les errements de l'entrée en guerre ne sont bientôt plus qu'un mauvais souvenir.

Apparition des « auto-chir »

Pour répondre aux besoins massifs du front et soigner les 90 % de blessés touchés par des éclats d'obus, une véritable révolution médicale voit le jour, avec la création des auto-chirurgicales, ou « auto-chir. ». Partant du constat que plus l'opération est effectuée dans des délais extrêmement brefs, plus le taux de guérison est élevé, « le principe de l'opération chirurgicale immédiate et complète du blessé devint impératif dès 1915 ». La première section de ce type est officiellement créée le 1^{er} mai 1915 et placée sous le commandement de Robert Proust, frère puîné de Marcel, la seconde voit le jour en juin suivant. Elles sont constituées d'un ensemble de cinq camions, véhicules techniques ou d'allègement, et déploient un ensemble de tentes accolées et de baraques démontables qui forment un plateau médical autonome complet disposant de





Intérieur des trains sanitaires utilisés pour transporter les blessés. En haut, l'office et la cuisine. En bas, à gauche, la chambre du médecin-major et du pharmacien-major, et à droite, un wagon aménagé pour huit blessés.

sa propre alimentation par groupe électrogène. Comble de la modernité, à une époque où la plupart des hôpitaux du pays n'en disposent pas encore, un camion « radiologie » permet d'affiner immédiatement le diagnostic et donne au chirurgien la connaissance exacte des blessures du patient. Si elles sont « mobiles », ces structures n'en restent pas moins des unités imposantes : il faut trois jours pour les installer et autant pour les démonter. Mais elles autorisent trois opérations simultanées avec trois équipes chirurgicales. Le regroupement de plusieurs d'entre elles sur un même site à la veille des grandes offensives donnera au Service de santé des armées françaises une formidable capacité de réaction immédiate.



Création d'un sous-secrétariat

La modernité de ces installations de l'avant fera encore dire, vingt ans plus tard, à de Fourmestraux, dans son *Histoire de la chirurgie française* : « Il est certain que, même dans la pratique civile, il est difficile de constituer des centres chirurgicaux aussi parfaits que les auto-chir. »

Fortement mis à mal par les premières semaines de campagne, le Service de santé des armées a su, en quelques semaines, adopter les mesures transitoires qui lui permettent d'améliorer son efficacité, et en quelques mois mettre sur pied les structures et se doter des matériels qui en font rapidement l'une des institutions les plus modernes du pays. La création, le 1^{er} juillet 1915, d'un sous-secrétariat d'État chargé du Service de santé militaire et confié à Justin Godart (qui conserve ses fonctions jusqu'en 1918) témoigne de l'importance qui lui accorde les plus hautes autorités politiques et le développement du nombre de ses unités spécialisées illustre la priorité que lui accordent les autorités militaires. ■

Lieutenant-colonel Rémy Porte,
docteur en histoire,
spécialiste de la Première Guerre mondiale



Père Daniel Brottier
Prêtre de la congrégation des spiritains, Daniel Brottier, quoiqu'exempté, se porte volontaire comme aumônier militaire dès la mobilisation. Il est rattaché au 26^e régiment d'infanterie de ligne le 26 août 1914 et passe l'intégralité de la guerre dans les tranchées, à apporter secours psychologique et spirituel aux soldats.

Industrie de guerre

La mobilisation des énergies

Alors qu'une pénurie de munitions se profile dès la fin du premier mois de conflit, la France perd une partie de ses capacités de production avec l'occupation de dix départements du Nord et du Nord-Est par l'ennemi. L'État doit organiser la mobilisation de toutes les ressources de la nation pour répondre à l'effort de guerre.



© ECPAD

Des ouvrières produisent des obus de 75 mm dans un atelier du fort d'Aubervilliers, en Seine-Saint-Denis.

Lorsque la guerre commence, au mois d'août 1914, l'ensemble du pays est organisé pour conduire une guerre courte. Tous les hommes disponibles sont mobilisés et rejoignent leurs unités. Il ne reste donc dans les usines que les plus âgés, sous réserve que la production ne soit pas purement et simplement arrêtée, car un grand nombre d'établissements sont contraints de fermer. L'activité économique tend donc à disparaître, du fait du manque d'hommes et de l'interruption temporaire des transports ferroviaires pour cause de mobilisation. Selon les prévisions d'avant-guerre, les obus, les cartouches et la poudre nécessaires aux armées

en campagne pouvaient être fournis par trente entreprises employant moins de 50 000 ouvriers, et l'on envisage par exemple la production de 13 600 obus de 75 par jour. Un mois plus tard, la moitié des réserves nationales ont été consommées et il en faut déjà quotidiennement 50 000, chiffre qui atteint 80 000 à la fin de l'année.

La progression des armées allemandes sur le sol national entraîne dès les premiers jours du conflit l'occupation des riches régions minières et industrielles de Lorraine et du Nord. La France, alors, ne perd pas « simplement », en partie ou en totalité, dix départements du Nord et du Nord-est, soit environ 6 % de son territoire. Ce sont surtout plus de



60 % de sa production de houille, 90 % de sa production de fer et 95 % de sa production de laiton qui disparaissent. Les sites industriels installés à proximité immédiate des matières premières, comme l'atelier d'artillerie de Douai occupé par l'armée impériale, ou l'usine de phénol de Dombasle touchée par les obus allemands, doivent interrompre leur production. La perte du bassin de Briey dès le mois d'août constitue un coup sévère pour l'industrie nationale, suscitant dès 1915 une intense polémique à l'Assemblée nationale et dans la presse : la famille de Wendel est-elle intervenue pour que ses usines ne soient pas bombardées alors qu'elles passaient sous contrôle allemand, et le grand quartier général (GQG) a-t-il tout fait pour tenter de reconquérir ce secteur ? En 1919, une commission d'enquête tentera, sans réel succès, de rechercher des responsables. Dès le 9 septembre, le général Joffre télégraphie au ministre de la Guerre : « *Vous demande prendre extrême urgence dispositions pour ravitailler entrepôts en munitions artillerie 75.* » Cette requête est ensuite renouvelée quotidiennement. La crise est telle que le commandant en chef tient au jour le jour, sur un petit carnet dont il ne se sépare jamais, le décompte des stocks disponibles et des consommations. Le 15, au lendemain de la bataille de la Marne et alors qu'il faudrait poursuivre les Allemands en retraite, seules les armées engagées dans l'effort principal peuvent être reconstituées, et encore doivent-elles économiser les obus, dont il ne reste plus que vingt lots dans les dépôts. Pour soutenir la Course à la mer en direction de la Picardie et des Flandres, il faut imposer aux armées de Champagne et de Lorraine de s'installer en défensive. Le 20, Joffre télégraphie à nouveau : « *Il est nécessaire que le gouvernement envisage la situation telle qu'elle est : ou la fabrication de munitions d'artillerie devra être considérablement augmentée, ou nous n'aurons plus les moyens de continuer activement la guerre à partir du 1^{er} novembre !* »

Une crise des munitions qui conditionne les opérations

Dans un premier temps, les réponses aux problématiques matérielles qui sous-tendent la poursuite de la guerre sont préparées et conduites par les bureaux du grand quartier général. En effet, si le gouvernement, les assemblées et les grandes directions se sont repliés à Bordeaux au début du mois de septembre, les services chargés des commandes et du contrôle nomadisent parfois encore entre la région lyonnaise, le sud-est et le sud-ouest de la France. Il en résulte que l'administration centrale du ministère est dans l'impossibilité d'impulser une politique d'ensemble, que toute initiative publique est en pratique suspendue et que, par impératif de réponse urgente même provisoire, les responsabilités glissent du domaine politique et gouvernemental à la sphère des armées en campagne. Le comman-

dant en chef impose une conception élargie de ses prérogatives : au GQG, les exigences sont immédiates car les approvisionnements en munitions conditionnent le développement des opérations. Le général Pellé peut écrire au cabinet militaire du ministre : « *Pourriez-vous donner ordre aux directions du ministère de nous tenir, de manière régulière, au courant de leurs commandes et de leurs livraisons probables. La nécessité s'est imposée pour les munitions d'artillerie que nous sachions presque jour par jour ce qui est et ce qui sera livré d'ici quelques semaines.* »

Surmonter la pénurie généralisée de matériel

La pénurie ne touche pas que les munitions d'artillerie de campagne. Pour pouvoir tirer les obus, il faut... des canons. Or, du fait des pièces prises par les Allemands, de l'usure prématurée des tubes ou des accidents causés par des projectiles défectueux, plusieurs centaines de canons de 75 sont perdus au cours des premiers mois de guerre. Il en manquera plus d'un millier au printemps 1915. En attendant que les productions nouvelles soient disponibles, il faut se résoudre à ce que des « nivellements » soient organisés dans les armées, pour que les batteries les moins favorisées disposent au moins de trois pièces. Mais les établissements qui devaient construire les canons étaient aussi ceux qui devaient faire les projectiles ! De même, la production de cartouches peut atteindre un peu plus de deux millions par jour au début de la guerre, alors que la consommation est près de deux fois supérieure aux armées. Il faut donc recourir dans l'urgence à des commandes massives en Angleterre et aux États-Unis, mais les premières livraisons tardent à arriver et les munitions reçues se caractérisent par leur mauvaise qualité, ce qui entraîne de très nombreux incidents de tir. Tous les domaines de l'armement et de l'équipement des armées connaissent les ■■■



Alexandre Millerand

Il fut ministre de la Guerre du 26 août 1914 au 29 octobre 1915. Dans le domaine de l'armement, il est à l'origine de l'entente avec le patronat pour le développement de l'industrie de guerre, en particulier la production de canons. Il parvint à relever le défi de la mobilisation industrielle en privilégiant la quantité sur la qualité.

CONSÉQUENCES DES PREMIERS MOIS



Aux forges de la Chaléassière, à Saint-Étienne, des ouvrières soudent au chalumeau le corps des torpilles qui serviront de munitions aux mortiers de tranchée 58 T.

I. AUBERT/ECPAD

■ ■ ■ mêmes difficultés, qu'il s'agisse du renouvellement des tenues de campagne ou de la fabrication des matériels les plus divers (barbelés, téléphones, mitrailleuses...).

Enfin, avant de pouvoir livrer quoi que ce soit aux armées, il faut organiser des sites industriels, acquérir des machines-outils, former le personnel à leur utilisation, obtenir les matières premières indispensables, bénéficier d'approvisionnements réguliers en énergie, etc. Plusieurs mois s'écoulaient ainsi avant qu'une production conforme aux besoins puisse être lancée. Puis, en amont comme en aval, il est indispensable de disposer de réseaux ferroviaires permettant le transport de tonnages très importants, alors que les lignes de chemin de fer sont saturées et que les wagons commencent à manquer. Aucun décideur, politique ou militaire, français ou étranger, n'avait raisonnablement envisagé ni de telles consommations initiales, ni leur crois-

sance presque exponentielle. La difficulté est identifiée en quelques semaines, mais il ne suffit pas de signer une note pour lancer des chaînes de production. Dès le mois d'août, Alexandre Millerand, ministre de la Guerre, a fait appel au puissant Comité des forges et aux chambres professionnelles et syndicales pour tenter de relancer des chaînes de fabrication. Mais les initiatives restent essentiellement individuelles et leur manque d'ampleur interdit de répondre aux demandes pressantes du GQG. L'improvisation caractérise cette première période, dans la recherche permanente d'un équilibre jamais atteint entre la satisfaction des besoins des armées et le démarrage de nouvelles capacités de production. Le 20 septembre, le ministre réunit autour de lui à Bordeaux les principaux responsables des secteurs de la métallurgie et de la mécanique, du domaine public aussi bien que du secteur privé. Il organise des « groupes régio-



naux », chargés de recenser les capacités de production, de centraliser les commandes de l'État puis de les répartir entre les ateliers, de rationaliser la production et d'augmenter la rentabilité. Aux neuf groupes initialement mis sur pied pour les munitions d'artillerie (Louis Renault est nommé à la tête de celui de Paris), s'ajouteront ensuite des groupes spécialisés dans la fabrication des canons, des armes individuelles ou dans la production d'avions.

La prolongation du conflit au-delà des quelques mois initialement envisagés, et l'indispensable mobilisation de toutes les ressources de la nation pour soutenir l'effort de guerre, oblige rapidement à passer d'une première phase empirique à une normalisation des procédures. Devant l'impatience des parlementaires, Millerand doit se défendre devant la Chambre des députés : *« Les coupables, c'est tout le monde. Tous les travaux d'état-major concluaient à un approvisionnement plus grand, la dépense – à raison de 20 francs le coup – aurait augmenté de 500 000 fois 20, donc de 10 millions de francs. Qu'aurait pensé de cela le ministre des Finances ? »*

Reprise en main des politiques sur les questions économiques et industrielles

La naissance des sous-secrétariats d'État spécialisés, à partir du printemps 1915, marque à la fois une première étape de reprise en main par l'autorité politique des questions économiques et industrielles et un début de centralisation des adaptations nécessaires. Elle est suggérée par le colonel Buat : *« La Direction de l'artillerie est devenue à elle seule un véritable ministère. Si l'on veut y éviter le désordre, il est urgent de lui donner une constitution où chacun ait sa place et ses attributions définies... Il est grand temps de remédier à cette constitution anarchique. »* Quelques semaines plus tard, Albert Thomas devient sous-secrétaire d'État à l'Artillerie et aux Munitions. Au fil des semaines et des mois cependant, un véritable mille-feuille administratif et industriel voit le jour, chaque service se spécialisant toujours davantage et donnant naissance à d'autres structures, interministérielles et interalliées. Il faudra attendre 1917 et la naissance d'un véritable ministère de l'Armement aux compétences élargies pour assister à une relative rationalisation de ces structures et Albert Thomas dressera un bilan intermédiaire du rôle de l'État : *« Il a rallié les industriels dispersés, il les a groupés, il les a soutenus de ses avances, il a réparti entre eux les commandes, les matières premières, la main-d'œuvre : en un mot, il a été la pensée directrice qui fait converger tous les efforts vers un but unique afin de l'atteindre aux moindres frais. »*

Car la guerre est aussi financière et les investissements nécessaires sont énormes. Alors que le budget de la France avoisine les 5 milliards de francs en 1914, les quatre années de conflit vont coûter directement plus de 140 milliards. Pour assumer ces dépenses, le gou-



À Beaumont, en Meurthe-et-Moselle, un canon de 75 mm est transformé en pièce de DCA.

vernement bénéficie d'abord d'avances de la Banque de France, qui se révèlent bientôt insuffisantes. Alors que le Royaume-Uni, par exemple, privilégie l'impôt pour financer son effort de guerre, les gouvernements français choisissent l'emprunt, intérieur (Bons de la défense nationale) et international (essentiellement auprès de la City et de Wall Street).

Progressivement mise en place à partir de l'automne 1914, la mobilisation industrielle va peser d'un poids décisif dans le rapport des forces sur le front et modifier durablement le rôle de l'État dans le tissu économique. ■

Lieutenant-colonel Rémy Porte,
docteur en histoire,
spécialiste de la Première Guerre mondiale



Louis Renault
Mobilisé comme sapeur-aérostier, le constructeur automobile est rappelé du front et est convoqué par l'état-major en août 1914. Celui-ci lui donne l'ordre de fabriquer en grande quantité obus, fusées, voitures, camions, tracteurs, mais également fusils, canons, moteurs d'avion et appareils de reconnaissance.

RENDEZ-VOUS

Agenda des manifestations commémoratives

Événement au retentissement international, le centenaire de la Grande Guerre donne lieu à des centaines de manifestations commémoratives. La rédaction vous propose une sélection de rendez-vous en France, publics ou d'initiative privée, qui offre différentes approches culturelles et mémorielles dans un catalogue très vaste.

Spectacles

1^{er} septembre - 30 novembre

La Grande Guerre et la Cinémathèque française,
Cinémathèque française, Paris.

12 septembre

Lettres à Adèle : paroles de poilus de 1914-1918,
Centre des arts et des loisirs, Vaires-sur-Marne.

13 septembre

Concert Journée Grande Guerre, Parc floral, Paris.

1^{er} octobre - 15 novembre

Trop tôt pour mourir, théâtre municipal,
Montbéliard.

8 - 24 novembre

Parade fauve, Le Hall de la chanson, Paris.

8 - 18 novembre

Metz en scènes, Salle de concert Arsenal, Metz.

10 novembre

14 - 18, le grand récit, soirée de lancement,
Comédie-Française, Paris.

11 novembre - 16 novembre

Nîmes et le centenaire, Maison carrée, Nîmes.

12 novembre

L'Histoire du soldat, Cité de la musique, Paris.

Cerémonies

3 août

Hommage national, minute de silence.

6 septembre

101 villes, 101 drapeaux, 101 héros.

12 septembre

Commémoration de la bataille de la Marne.

11 novembre

Cérémonie au cimetière du Père-Lachaise
en hommage aux pays alliés, Paris.

Expositions

18 août - 19 octobre

1914 : Le 134^e d'infanterie de Mâcon dans la tourmente,
Médiathèque municipale, Mâcon.

1^{er} septembre - 31 décembre

1914, la mort des poètes, Bibliothèque nationale
et universitaire, Strasbourg.

1^{er} septembre - 31 décembre

Dess(e)ins de guerre, musée Zadkine, Paris.

1^{er} septembre - 30 septembre

Paris est un leurre, espace André-Malraux,
Herblay.



5 septembre - 15 octobre

Les affiches de la Grande Guerre - 100 affiches pour un centenaire, grande allée de l'Hôtel de région, Lyon.

6 - 12 septembre

Il y a cent ans : la bataille qui sauva la France, Louveciennes.

7 septembre - 31 janvier

Strasbourg s'en va-t-en guerre, Archives de la ville, Strasbourg.

12 septembre - 31 décembre

Les aviateurs dans la Grande Guerre, Le Bourget.

19 septembre - 20 décembre

Août 1914. Tous en guerre ! Archives nationales, Pierrefitte.

1^{er} octobre 2014 - 1^{er} novembre

Les Étrangers dans la Grande Guerre, Espace des Augustins, Montauban.

6 octobre - 6 janvier

Compiègne et son palais aux avant-postes de la guerre, 1914-1918, Compiègne.

7 octobre - 15 novembre

La vie quotidienne du soldat, Médiathèque, Montbéliard.

16 octobre - 25 janvier

Vu du front : représenter la Grande Guerre, Hôtel national des Invalides, Paris.

25 octobre - 31 décembre

À l'est du nouveau ! L'archéologie de la Grande Guerre en Alsace et en Lorraine, Musée archéologique, palais Rohan, Strasbourg.

30 octobre - 18 janvier

La mémoire traversée. Paysages et visages de la Grande Guerre, Eléphant Paname, centre d'art et de danse, Paris.

3 novembre - 23 novembre

De boues et de larmes... 14-18 dans les yeux d'un poilu, Saint-Germain-en-Laye.

10 novembre - 5 janvier

Le rôle des femmes dans le soin au blessé, Hôtel du Département, Le Puy-en-Velay.

1^{er} décembre - 31 juillet

Algériens et Français au miroir de la Grande Guerre : exposition et recherche, Musée d'histoire de la France et de l'Algérie, Montpellier.

Colloques

3 - 5 septembre

Gares en guerre, Mairie du 10^e, Paris.

5 - 6 septembre

La participation du monde rural à la Grande Guerre, centre socio-culturel, Fleuriel.

25 - 26 septembre

La Grande Guerre dans l'histoire économique : un troisième front, le front financier, centre Pierre Mendès-France, Paris.

9 - 10 octobre

Le camp retranché de Paris, hémicycle du Conseil régional d'Ile-de-France, Paris.

17 - 18 octobre

Gueules Cassées, un nouveau visage, École militaire, Paris.

20 - 22 novembre

Entrer en guerre, Université Paris 7, Paris.

Sites

<http://centenaire.org>

www.musee-armee.fr

www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr

www.museedelagrandeguerre.eu

www.historial.org

FORCES EN ACTION

Focus



sur la lutte anti-sous-marine

La lutte anti-sous-marine nécessite une parfaite coordination entre les différents acteurs : frégate de lutte anti-sous-marine (Fasm), hélicoptère Lynx, avion de patrouille maritime Atlantique 2 et sous-marin nucléaire d'attaque. Un entraînement régulier est indispensable pour optimiser ce travail d'équipe. Exercice opérationnel, le Casex (*Combined Anti-Submarine Exercise*) permet la remontée en puissance des sous-marins nucléaire d'attaque et plus particulièrement de leur système de lutte antinavire. « *Ce type d'exercice est la seule véritable occasion de faire notre cœur de métier : la détection, le pistage et parfois l'engagement d'un sous-marin. Il s'agit d'une interaction complexe qui apporte autant au savoir-faire des marins de la Fasm qu'à ceux du sous-marin* », commente le capitaine de vaisseau Guillaume Fontarensky, commandant de la Fasm *Montcalm*, qui participait au Casex qui s'est tenu en mai en Méditerranée.

Le *Montcalm* est équipé d'un sonar de coque actif et passif et d'un sonar actif remorqué, qui sont les instruments essentiels de la lutte anti-sous-marine. Les informations collectées permettent de détecter, d'identifier et d'évaluer une menace. Depuis le central opérations, l'officier de lutte anti-sous-marine recueille toutes les informations tactiques et organise « la traque » du sous-marin classé hostile. Pour cela une zone de chasse est attribuée aux différents vecteurs. « *La détection par moyens aériens est d'une grande efficacité. Lorsque le Lynx du Montcalm trempe dans l'eau le dôme de son sonar embarqué et qu'il localise la menace, le tir d'une torpille devient imminent. Le sous-marin n'a que peu de chance de se dérober* », conclut le pacha. ■

Camille Martin



Estéria

Quand la terre tremble...

L'exercice civilo-militaire Estéria, organisé par l'état-major interministériel de zone et l'état-major interarmées de zone de défense et de sécurité Est, s'est déroulé à Metz du 2 au 6 juin. Il visait à entraîner les centres opérationnels de ces entités à gérer les conséquences d'une crise majeure sur le théâtre national. Une centaine de personnels de la chaîne territoriale interarmées de défense ont participé à cette simulation sans déploiement de troupes et l'ensemble des services de l'État a travaillé avec les préfetures des départements concernés.

Le scénario choisi était celui d'un séisme de forte amplitude dans le Haut-Rhin, dont les effets graves avaient également impacté les départements limitrophes. Cet événement avait entraîné une série d'incidents – coupures d'électricité, fragilisation des immeubles, fuites de gaz, déraillements de train... – nécessitant des réactions immédiates et coordonnées des deux centres opérationnels.

Le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2013 et la loi de programmation militaire 2014-2019 ont conforté la priorité donnée à la protection du territoire national ainsi qu'à ces habitants par la dissuasion, l'action de l'État en mer, la défense des approches aériennes et l'engagement de moyens terrestres au sol. Dans ce cadre, il s'agissait donc pour la Défense de démontrer ses capacités à agir en complément des forces de protection et de sécurité civiles, notamment via la mise en œuvre du plan de protection « 10 000 hommes ».

EMIAZD-Est



06-12/06 MALI MISSION LOGISTIQUE DANS LE NORD DU PAYS

Cinq mécaniciens du bataillon logistique (Batlog) Salamandre de Serval ont constitué l'élément léger d'intervention d'une mission de maintenance à destination de Tessalit. Lors des 1 300 km parcourus depuis Bamako, ces militaires ont effectué une trentaine de dépannages dans des conditions contraignantes et le plus rapidement possible afin de ne pas immobiliser le convoi trop longtemps. Certaines réparations ont ainsi nécessité la création de pièces de rechange à partir d'autres, inadaptées à la panne rencontrée. Ce convoi a permis au Batlog,



récemment arrivé sur le théâtre, de recenser les pannes les plus fréquentes et d'identifier plus finement les pièces de rechange nécessaires aux futures missions logistiques. Le retour d'expérience de ce convoi permettra également aux convoyeurs d'adapter leur conduite

et la préparation de leurs véhicules. Environ 1 600 militaires français sont actuellement présents sur le sol malien et poursuivent une mission de lutte contre les groupes armés terroristes, tout en appuyant la montée en puissance de la Minusma et des Fama.

17/06 RCA LE GÉNÉRAL BELLOT DES MINIÈRES RELEVE LE GÉNÉRAL SORIANO



Le général de brigade **Éric Bellot des Minières** a pris le commandement de l'opération Sangaris. Il relève le général de brigade **Francisco Soriano** qui a commandé les forces françaises engagées en République centrafricaine depuis le 5 décembre 2013. L'action de la force Sangaris a permis de mettre fin aux exactions massives conduites contre la population, de rétablir un niveau minimal de sécurité dans Bangui – qui abrite plus du quart de la population centrafricaine – et d'accompagner la montée en puissance et le déploiement de la Miska sur le territoire. Ces avancées ont été rendues possibles par l'engagement des militaires français, qui a coûté la vie à trois soldats et fait une dizaine de blessés. En prenant le commandement de la force Sangaris, le général Bellot des Minières va porter son effort sur l'établissement des conditions de déploiement de l'opération de maintien de la paix des Nations unies.

03/06 POLOGNE RELEVE DES RAFALE PAR DES MIRAGE 2000



Deux Mirage 2000-5 de la base aérienne de Luxeuil et deux Mirage 2000 C de la base aérienne d'Orange ont relevé les quatre Rafale stationnés sur la base polonaise de Malbork depuis le 28 avril. Les quatre Mirage, prêts à décoller 24/24h et 7/7j, devront

réaliser des missions d'entraînement, dans le cadre de la police du ciel, aux côtés des équipages polonais et participer, sur demande de l'Otan, à la mission de surveillance de l'espace aérien de la Lituanie, de la Lettonie et de l'Estonie, afin de garantir l'intégrité de leur espace aérien.

04/06 AFGHANISTAN TRANSFERT DE GOUVERNANCE DE L'AÉROPORT DE KABOUL

Le docteur Rassouli, président de l'aéroport civil de Kaboul, et le général de division aérienne Olivier Taprest, commandant l'aéroport international de Kaboul, ont cosigné une attestation marquant la finalisation de la formation des techniciens afghans dans le domaine des communications, des systèmes de surveillance et d'aide à la navigation aérienne. Cette signature marque une étape importante dans le processus de transfert de responsabilité de l'aéroport de Kaboul à l'aviation civile afghane.

24/05 et 03/06

GOLFE DE GUINÉE ASSISTANCE MÉDICALE À DES NAVIRES FRANÇAIS

Déployé en mission Corymbe, l'avis *Commandant Blaison* a apporté une assistance médicale à un membre d'équipage du pétrolier *Adour*. La consultation médicale ayant démontré la nécessité d'une évacuation, le bâtiment de la Marine nationale a procédé au débarquement du malade à Lomé, où il a été pris en charge par les services compétents togolais. Quelques jours plus tard, c'est à bord de l'avis que l'un des marins du thonier *Gueotec* a été ausculté par l'équipe médicale avant de pouvoir rejoindre son navire.

5-8/06 FRANCE LES ARMÉES PARTICIPENT À LA SÉCURISATION DES COMMÉMORATIONS DU DÉBARQUEMENT



Prés de 2 400 militaires, dont 1 200 pour l'armée de Terre, 900 pour la Marine nationale et 300 pour l'armée de l'Air ont été déployés pour compléter le dispositif national mis en place afin d'assurer la sécurité de la population et de la vingtaine de chefs d'État et

de gouvernement présents sur les sites historiques du débarquement du 5 au 8 juin. Ce déploiement interarmées est venu en renforcement des postures habituellement activées ou mises en alerte au titre de la sûreté aérienne et maritime, ainsi que de la sécurité du territoire. Dans ce cadre,

l'armée de Terre a mis à disposition une dizaine d'hélicoptères capables d'assurer l'engagement d'éléments d'intervention en cas d'urgence. L'armée de l'Air a utilisé un avion de détection et de contrôle E3F, un centre de détection et de contrôle, un radar, un dispositif de guet aérien et de protection et plusieurs détachements aériens déployés à terre. Enfin, 900 marins ont été mobilisés pour l'intervention, la surveillance, le contrôle de zone et le secours, avec notamment une demi-douzaine de bâtiments à la mer ou en alerte, des moyens de surveillance aéromaritimes et des moyens de neutralisation d'explosif.

04/06 LIBAN VISITE DU GÉNÉRAL POLLI À LA FORCE COMMANDER RESERVE

Le général italien Fabio Polli, commandant le secteur ouest de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul), s'est rendu à Dayr Kifa auprès de la *Force Commander Reserve* (FCR).

À cette occasion, les militaires du contingent français lui ont présenté les capacités de la force (VBCI, VBL, systèmes de protection des emprises) et les moyens dont dispose la FCR au sein de la Finul.



26/05 CENTRAFRIQUE DES GENDARMES INTÈGRENT L'EUFOR-RCA



Le détachement de gendarmerie engagé en République centrafricaine dans le cadre de l'opération Sangaris a rejoint l'Eufor-RCA. Le transfert d'autorité s'est déroulé sur le camp de M'Poko, sous l'autorité

du général Soriano, alors commandant la force Sangaris, et du général Lion, commandant l'Eufor-RCA. Parmi les missions des gendarmes : appuyer leurs homologues centrafricains pour le rétablissement de l'ordre.

Plate-forme de simplification des soutiens : le plein de nouvelles idées

Récemment mis en ligne, le portail Intradef dédié à la simplification des soutiens est d'ores et déjà un succès. Les nombreuses consultations ont permis d'identifier les préoccupations prioritaires de l'ensemble du personnel de Défense et d'enrichir par une vingtaine de mesures le plan d'action initialement proposé.

Début mars, la Mission d'appui à la transformation et à la simplification (Mats) mettait en ligne sur Intradef la plate-forme participative de simplification « Vos idées pour faire simple ». Cette boîte à idées, consultable sur chacun des 150 000 postes Intradef du ministère, a pour objectif de faire émerger « du terrain » le plus possible de propositions et de bonnes pratiques de simplification. Quel bilan après 3 mois de fonctionnement ? À ce jour, la plate-forme affiche 98 000 visites (environ 1 000 par jour) et 2 350 interventions (900 contributions, 1 450 commentaires).

Une participation équilibrée

Sur un échantillon de 150 contributions, 44 % proviennent des forces, 24 % de l'administration et des états-majors centraux, 32 % des administrations et des états-majors locaux (groupements de soutien des bases de défense inclus). Officiers et catégorie A représentent 40 % des intervenants, contre 44 % pour les sous-officiers et catégorie B et 16 % pour les militaires du rang et catégorie C (dont l'accès à Intradef est très limité). Les militaires sont à l'origine de 82 % des interventions contre 22 % pour les civils ce qui reflète l'équilibre global militaires/civils du ministère.

L'analyse des interventions permet à la Mats d'identifier les préoccupations prioritaires des administrés. Elle fait apparaître de nombreuses pesanteurs touchant l'individu (production excessive de justificatifs, lourdeur des dossiers de déménagement, difficultés liées à l'indemnisation des déplacements, insuffisances de la fonction habillement, manque d'harmonisation sur les questions d'hébergement/

restauration, complexité des modalités d'utilisation des transports...). Elle montre aussi les difficultés vécues par la collectivité (manque de clarté en matière de prévention, défaut de calage des procédures de contrôle interne, imperfection des procédures d'expression de besoin [Sillage], complexité de la notation et des procédures d'achats, archaïsmes administratifs...).

Grâce aux intranutes, une vingtaine de mesures ont été ajoutées aux 66 qui ont initialement constitué le plan d'actions de simplification des soutiens. Déployer un coffre-fort électronique accessible aux administrés et aux gestionnaires RH dans lequel sont déposés une fois pour toutes les justificatifs individuels dématérialisés, développer l'utilisation des billets de transport électroniques, expérimenter un ser-

vice d'autopartage pour les véhicules blancs, harmoniser la facturation de l'hébergement en déplacement temporaire, mettre en place un service de prêts d'outillage dans les bases de défense, développer la fonction de recherche par mots-clés sur Annudef, normaliser et enrichir sur Intradef les informations pratiques visant à faciliter l'accès et le séjour sur les implantations du ministère... Autant de nouvelles mesures qui prouvent que les idées pertinentes sont prises en compte, validées et rapidement inscrites dans le cycle long mais vertueux de la mise en œuvre (étude, développement puis déploiement). « Incubateur d'idées » et « identificateur de besoins », cette plate-forme est un outil précieux. Alors enrichissez-la avec vos propositions. ■

Colonel Alban des Courtils



ARMÉES D'AUJOURD'HUI

LRU, le lance-roquettes de haute précision

Le lance-roquettes unitaire (LRU), dont 13 modèles seront livrés fin 2014 à l'armée de Terre, doit utiliser les roquettes M-31 en remplacement des M-26, désormais interdites. Ces munitions destinées à réduire les effets collatéraux bénéficient d'un guidage précis assisté par GPS et d'une portée de 70 kilomètres.

Imaginez un lance-roquettes qui pourrait depuis l'esplanade des Invalides, à Paris, atteindre des cibles à Fontainebleau, Beauvais, Vernon ou Dreux... avec une précision de l'ordre de cinq mètres ! Avec le nouveau lance-roquettes unitaire (LRU), cela devient dorénavant possible. Fruit d'un programme associant la France, l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni, et développé à partir d'un châssis chenillé américain Bradley M270 équipé d'un groupe motopropulseur de 500 chevaux, le LRU offrira de nouvelles capacités d'emploi aux régiments d'artillerie. Ce système d'arme performant et ultra-moderne consiste à transformer les lance-roquettes multiples (LRM), entrés

en service au début des années 1990, pour leur permettre de tirer la munition à charge explosive unitaire M-31. En signant la convention d'Oslo en 2008, la France s'est engagée à interdire l'emploi des armes à sous-munitions, et donc à ne plus utiliser des roquettes à grenades M-26 du LRM.

Le LRU possède une frappe à longue portée dotée d'une précision impressionnante. Actuellement, le système le plus moderne en dotation est le Caesar de 155 mm, qui affiche une portée de 38 kilomètres et une précision de l'ordre de 25 mètres. Pour compléter le maillage d'appui feu, la portée de la roquette est de 70 kilomètres et elle offre une précision de moins

de 10 mètres. Chaque roquette transporte 89 kilos d'explosif. Le LRU est un moyen complémentaire des autres vecteurs de frappes d'appui, comme les canons sol-sol traditionnels ou encore l'appui aérien. Si la portée des aéronaves est supérieure, le LRU permet de délivrer des feux quelles que soient les conditions météo. La roquette est guidée par centrale inertielle assistée par GPS, qui recalcule sa position tout au long de la trajectoire.

Ajustement et réactivité

Arme très précise, elle est capable de traiter des cibles sur une surface étendue ou très restreinte, en particulier en milieu urbain, mais aussi des cibles abritées sous infrastructures peu ou moyennement durcies, de dimension moyenne à réduite. Elle peut percer jusqu'à 60 centimètres de béton. Son délai de réactivité étant inférieur à dix minutes, le LRU est destiné à traiter des objectifs ponctuels avec des effets collatéraux réduits.

La DGA a qualifié le LRU, le 16 mai dernier. Cette décision intervient suite à des campagnes de tirs effectuées en août 2013 aux États-Unis et en novembre au centre DGA Essais de missiles sur l'île du Levant (Var). La dotation initiale en munitions, soit 252 roquettes, a été livrée fin 2013 par la société américaine Lockheed Martin. La livraison des treize lanceurs français au 1^{er} régiment d'artillerie est prévue pour la fin 2014.

Carine Bobbera



Le LRU lors des essais réalisés, fin 2013, au centre DGA Essais de missiles à l'île du Levant (Var).

© DGA

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

14 Juillet

HOMMAGE AUX SOLDATS

Pour le centenaire du déclenchement de la Première Guerre mondiale, le défilé militaire de la fête nationale célèbre cette année ceux qui sont tombés durant les quatre années de conflit. Afin d'honorer ces nombreuses victimes, les pays qui ont pris part au conflit ont été conviés à participer à la cérémonie.

Le 14 juillet 1790 est le plus beau jour de l'histoire de France, et peut-être de toute l'histoire », déclarait Benjamin Raspail, député de la Seine, qui déposa en 1880 la loi faisant du 14 juillet une fête nationale.

Prise de la Bastille, fête de la Fédération, symbole d'union nationale, cette célébration n'a rien perdu de ses principes fédérateurs. La fête nationale est un reflet de l'histoire de France qui s'est parfois mêlée à celle du monde.

Ainsi, 2014 est une année de commémorations pour la France, meurtrie par deux guerres mondiales au xx^e siècle. Après le 70^e anniversaire du débarquement sur les côtes normandes, célébré le 6 juin dernier autour de nombreux chefs d'État et de gouvernement, le défilé de cette année a pour thème « Le centenaire du premier conflit mondial ». Sur l'une des plus belles avenues du monde, la parade s'attache à rendre hommage aux soldats français et étrangers de la Grande Guerre. Pour Sandra,

Française de 40 ans d'origine polonaise : « Commémorer les conflits passés est une bonne chose pour éviter de répéter l'histoire. Ce 14 juillet, qui verra de nombreux drapeaux étrangers déployés côte à côte, peut réveiller les consciences. Des guerres, on n'en veut plus ! »

De la place de l'Étoile à la Concorde, 3700 militaires d'active et de réserve, gendarmes, pompiers et policiers, plus de 200 véhicules, 80 motos, 240 chevaux et 98 aéronefs seront réunis pour l'événement. À la tête du défilé, François Hollande, président de la République et chef des armées, rendra les honneurs à l'étendard le plus décoré des armées françaises, celui du régiment d'infanterie chars de marine. À la Concorde, plus de 75 emblèmes des pays ayant participé à la Première Guerre mondiale seront mis à l'honneur.

Après la démonstration aérienne d'ouverture, les écoles amorceront la parade. À cette occasion, la première promotion interarmées de l'École des commissaires

Le 14 juillet 1914 : dernier défilé militaire à Longchamp

L'archiduc François-Ferdinand et Sarajevo sont loin des préoccupations des Parisiens en cette mi-juillet 1914 ensoleillée. Le 14, la fête nationale est célébrée en grandes pompes à Longchamp. Lors du défilé, des maîtres-chiens du Service de santé tiennent en laisse leurs bouviers des Flandres, qui arborent l'insigne de la Croix-Rouge. Les hommes du bataillon cycliste défilent sur leurs vélos. Les dirigeables survolent l'hippodrome. Les troupes coloniales sont de la partie, juste devant les canons du 4^e régiment d'artillerie lourde mobile. Le soir, les bals font le plein. La guerre est proche ? Raison de plus pour aller danser... Qui présumerait qu'une sanglante parenthèse de quatre ans sépare les Français de la prochaine fête nationale ?



© BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE

DE LA GRANDE GUERRE



R. CONNAN@DICOD

des armées, créée à l'été 2013, foulera l'asphalte des Champs-Élysées. Par la participation de tous les régiments d'hélicoptères de combat, qui seront présents sur le pavé et dans le ciel de la capitale, ce 14 Juillet sera l'occasion de fêter les 60 ans de l'aviation légère de l'armée de Terre. L'armée de l'Air, quant à elle, célébrera ses 80 ans, les 100 ans de la première victoire aérienne (le 5 octobre 1914, lors d'une mission de reconnaissance et de bombardement sur le fort de Brimont, dans la Marne) ainsi que le 50^e anniversaire des forces aériennes stratégiques. La Marine nationale rendra également hommage à ses combattants du premier conflit mondial à travers la présence de 87 fusiliers marins commandos, dont les grandes pages de l'histoire ont été écrites en 1914 lors de la bataille des Flandres, à Dixmude, en Belgique. Les opérations extérieures ne sont pas oubliées. Les hommes et les femmes du 8^e régiment de parachutistes d'infanterie de marine représenteront l'opération Sangaris, qui se déroule en République centrafricaine, et

pour laquelle près de 2 000 soldats sont encore présents. Les militaires de l'hôpital médico-chirurgical (HMC) basé sur l'aéroport de Kaboul défilent quant à eux pour la dernière fois. En effet, fin juin, le commandement français du HMC a été remis à l'armée américaine dans le cadre du retrait des troupes françaises d'Afghanistan. Après la parade aérienne de clôture, trois jeunes de chaque pays invité pour le centenaire du premier conflit mondial, âgés de 12 à 18 ans, entameront un chant créé pour l'occasion. Depuis 134 ans, le défilé du 14 Juillet symbolise l'union nationale fondée sur les valeurs républicaines et rend hommage aux soldats d'hier et d'aujourd'hui. ■

Flora Cantin



Scannez le QR code
pour visionner
une vidéo sur les
préparatifs du défilé.



Interview du général de brigade Francisco Soriano

« Sangaris a permis la reprise des services publics : les écoles sont ouvertes, les hôpitaux fonctionnent... »

Arrivé en Centrafrique le 6 décembre 2013, au lendemain du lancement de l'opération Sangaris, le général de brigade Francisco Soriano a cédé son commandement au général de brigade Éric Bellot des Minières le 17 juin dernier. Après plus de six mois passés à la tête de cette opération, il livre un point de situation.

Quelle était la situation en Centrafrique à votre arrivée, lors du lancement de l'opération Sangaris le 5 décembre 2013 ?

Elle était d'une grande complexité. Bangui, la capitale, et le pays tout entier avaient basculé dans une spirale de violence inouïe : la population était la victime principale des groupes armés. Dans le nord-ouest, à Bossangoa, de nombreux réfugiés chrétiens ou musulmans étaient regroupés ; la situation humanitaire était grave, voire désastreuse. Notre mission, établie dans le cadre des résolutions 2127 et 2134 du Conseil de sécurité des Nations unies, a d'abord consisté à faire cesser les tueries et les exactions. Le mode d'action retenu consistait à cantonner les ex-combattants et si nécessaire à les désarmer. Les premières opérations de désarmement ont permis de protéger les populations, de rétablir la liberté de circulation, de faire accéder l'aide humanitaire et de faciliter la montée en puissance et le développement de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique (Misca), force de l'Union africaine. D'abord déployées dans la capitale et à Bossangoa, les forces de Sangaris sont ensuite intervenues en province, à mesure que la Misca prenait à sa charge la sécurisation de la capitale, puis dans l'ouest du pays et enfin dans l'est, dans les régions de Bambari et de Bria.

Vous avez quotidiennement été au contact de la population et des autorités nationales et locales. Que Sangaris a-t-elle apporté à la Centrafrique ?

Malgré une situation complexe, qui a perduré en janvier avec la démission du président Michel Djotodia, ce qui a ajouté une période de vide politique à cette situation de violence, notre action a permis, en appui de la Misca, de rétablir un niveau de sécurité minimum, de permettre le travail des acteurs humanitaires, puis de favoriser l'arrivée des forces européennes (Eufor-RCA). Elle a surtout abouti à un palier sécuritaire qui rendra bientôt possible le déploiement d'une opération de maintien de la paix, qui agira sur un temps plus long et avec une approche plus globale de la crise. Elle a enfin donné de nouvelles perspectives d'avenir aux populations et aux ex-combattants au profit desquels nous avons jeté les bases d'un programme expérimental visant à favoriser leur réintégration dans la société.

Comment décririez-vous la situation actuelle en Centrafrique ?

La vie reprend, même s'il reste évidemment encore beaucoup à faire. Notre action a permis d'initier la reprise du fonctionnement des services publics les

Les forces internationales présentes en Centrafrique

Misca

La Mission internationale de soutien à la Centrafrique est actuellement armée par des contingents de sept pays : le Congo-Brazzaville, le Cameroun, le Burundi, le Gabon, la Guinée Équatoriale, le Rwanda et la République démocratique du Congo.

Eufor-RCA

Lancée le 1^{er} avril par l'UE, la mission de l'Eufor-RCA est commandée par le général Pontiers depuis Larissa, en Grèce, et sa force depuis Bangui par le général Lion. Nations cadres : la France, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la Lettonie, le Luxembourg, la Pologne, la Roumanie et les Pays-Bas.



Le 6 janvier, le général Soriano, alors commandant en chef de Sangaris, rencontrait les autorités locales de la mairie du 3^e arrondissement de Bangui.

plus importants. Les écoles sont ouvertes, les hôpitaux fonctionnent, la liberté de circulation existe. Ces quatre derniers mois, le trafic aérien a été multiplié par deux sur l'aéroport de M'Poko et l'axe routier principal, qui relie Bangui au Cameroun, est emprunté par près de 400 véhicules chaque semaine. Ces progrès sont vitaux pour la Centrafrique, totalement enclavée. La ville de Bangui, par exemple, qui regroupe près du quart de la population du pays, est désormais régulièrement ravitaillée. Peu avant mon départ, je me suis rendu au sud de Bambari, où l'usine de sucre de Ngakobo a rouvert après plus d'un an et demi de fermeture. Ces signes indiquent que le niveau de situation sécuritaire permet une reprise économique. Mais tous ces progrès ne seront pérennes que s'ils sont prolongés par l'action des forces internationales ainsi que par le développement des piliers économiques, politiques et judiciaires.

Que reprenez-vous de ces six mois de commandement à la tête de la force Sangaris ?

Tout d'abord, je tiens à saluer nos soldats, des hommes et des femmes qui ont démontré dans cette opération leur courage, leur sang-froid et leur extrême dévouement. Ils ont agi avec impartialité et professionnalisme.

Nous avons pu agir dans l'urgence grâce au remarquable niveau de préparation de nos forces. Celles prépositionnées, notamment les forces françaises au Gabon, prêtes et acclimatées, représentent des atouts indispensables, tant pour la réactivité que pour l'appui logistique qu'elles offrent. Il en va de même pour les forces qui ont été embarquées à bord du bâtiment de projection et de commandement *Dixmude*, ainsi que celles qui relèvent des dispositifs d'alerte comme le Guépard, pour les interventions d'urgence et les projections en opération extérieure. Je retiens également la qualité de notre outil de commandement des opérations, du plus haut niveau stratégique jusqu'aux groupements tactiques interarmes. Notre chaîne des opérations, claire et réactive, permet de commander efficacement sur le terrain, et ainsi de pouvoir conserver l'initiative. C'est sur le terrain que l'on voit le mieux la qualité de notre armée, qui est véritablement une armée aguerrie.

Enfin, je tiens à saluer la mémoire de nos trois camarades morts en opération : le caporal Nicolas Vokaer et le caporal Antoine Le Quinio du 8^e régiment de parachutistes d'infanterie de marine, et le caporal-chef Damien Dolet du régiment d'infanterie de chars de marine. ■

Propos recueillis par Éléonore Krempff

CSFM

UNE SEMAINE D'INTENSE ACTIVITÉ

La 91^e session du Conseil supérieur de la fonction militaire, instance ministérielle de concertation du ministère de la Défense, s'est déroulée du 13 au 20 juin à l'École militaire. Ce fut l'occasion de réunir quarante nouveaux membres élus par leur conseil de fonction militaire respectif et d'élire le groupe de liaison. Cette session a été marquée par plusieurs temps forts.

Des interventions de haut niveau

Le chef d'État-Major des armées, le général d'armée Pierre de Villiers, a dès le premier jour dressé un bilan élogieux de l'action de l'armée française, rassuré les membres sur la bonne exécution de la loi de programmation militaire et précisé tout ce que la concertation pouvait apporter aux forces armées, lorsqu'elle était conduite de manière raisonnable et constructive.

Plusieurs interventions de haut niveau ont permis d'informer les membres du CSFM des évolutions en cours dans

plusieurs domaines. Le conseiller d'État Thierry Tuot, président de l'Établissement public des fonds de prévoyance militaire et de l'aéronautique, a rendu compte des modifications proposées au Conseil en termes de gouvernance de cet organisme, ayant pour finalité d'augmenter la représentation des cotisants (cinq sièges au lieu d'un) élus par le CSFM. Le conseiller d'État Michel Pinault, président du Haut Comité d'évaluation de la condition militaire, a livré les conclusions du 8^e rapport de cette instance sur l'administration des militaires, dont il a rendu compte au président de la République, chef des armées. Le conseiller d'État a souligné le grand intérêt que le chef de l'État avait porté à cette question. Enfin, le médecin chef Bruno Massit, délégué de l'Observatoire de la santé des vétérans, a présenté les missions de cet organisme et évoqué la mise en place d'un système d'informations médicales visant à une étude épidémiologique et prospective à échéance de trente ans sur les conséquences sanitaires du métier des armes.



Lors de la séance plénière, le ministre de la Défense a réaffirmé la volonté de poursuivre la bonne exécution de la loi de programmation militaire.

Le Conseil supérieur de la fonction militaire s'est ensuite prononcé sur douze projets de textes, dont deux d'entre eux ont recueilli un avis défavorable. Il s'agissait du projet de décret instaurant un compte épargne permissions au bénéfice de l'ensemble des militaires et du projet de décret instaurant un statut des militaires du rang. Il est apparu aux membres du conseil que des contraintes techniques et administratives demeurent et ne permettent pas encore de répondre aux attentes exprimées.

Hommage rendu aux militaires

La séance plénière du Conseil, présidée par le ministre de la Défense, est venue clore cette semaine d'intense activité.

Après un hommage rendu aux militaires tués au combat ou morts en service commandé, il a été donné lecture de l'avis du Conseil par la secrétaire de session. Puis Jean-Yves Le Drian, dans son allocution et au cours des ques-

tions qui ont suivi, a réaffirmé l'engagement des plus hautes autorités de l'État à préserver la bonne exécution de la loi de programmation militaire. Il a ensuite répondu à diverses inquiétudes, tant en matière de restructurations que de qualité du soutien ou « civilianisation ». Dans le domaine de la condition militaire, après l'avis défavorable sur le projet de compte épargne permissions, il a expliqué qu'il n'engagerait pas d'évolutions en matière de condition du personnel contre l'avis du CSFM. Concernant les militaires du rang, il a précisé les différents impératifs qui rendaient toute « carriérisation » impossible, tout en soulignant la nécessité de voies d'accès vers le corps de sous-officiers ou vers une carrière civile au sein du ministère de la Défense. Le ministre a affirmé ensuite toute sa détermination à voir transposer au plus vite les mesures concernant les faibles rémunérations de la communauté militaire, et à rénover les hébergements les plus dégradés. ■

CSFM

16-20/06 12^e ÉDITION D'EUROSATORY

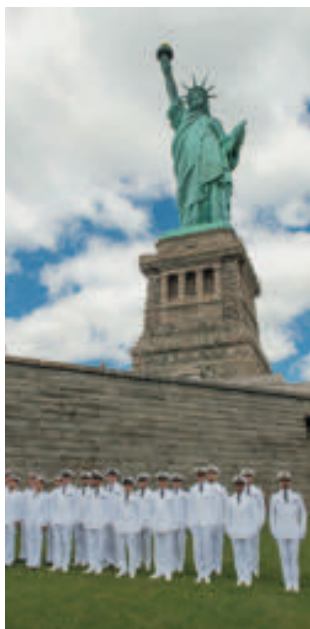


Le salon international de la défense et de la sécurité terrestres et aéroterrestres (Eurosatory) s'est tenu au parc des expositions de Paris-Nord Villepinte. Plus de 1 500 exposants étaient présents, dont le ministère de la Défense, avec un stand de près de 2 500 m². Dans

le cadre de la thématique « Préparer à la complexité des menaces et des milieux, agir dans l'urgence et dans la durée au milieu des populations », de nombreux matériels ont été présentés parmi lesquels le système Félin, le VBCI, le SAMP/T et le NH90 Caiman.

06/06 LE LA FAYETTE À NEW YORK

La frégate française *La Fayette* a mouillé au pied de la Statue de la Liberté et mis à terre une délégation de l'équipage pour célébrer le 70^e anniversaire du débarquement de Normandie. Cette cérémonie était organisée par une association de Français aux États-Unis, « *The French Will Never Forget* ». Le consul général de France à New York, Bertrand Lortholary, a rendu hommage aux milliers d'Américains morts pour libérer notre pays, en présence d'une dizaine de vétérans américains.



05/06 PARCOURS DÉFENSE-ENTREPRENEUR: UN TREMPLIN POUR LA RECONVERSION

Le ministère de la Défense et le Medef ont signé au Château de Vincennes un partenariat visant à encourager et accompagner les militaires dans la création d'entreprise. Vingt-deux binômes mixtes, chefs d'entreprises –militaires, seront formés

et chacune des deux parties effectuera un stage de découverte dans l'univers de l'autre. Cette opération vise non seulement à améliorer la reconversion des militaires, mais également à créer de futurs emplois au sein des entreprises nées de ce partenariat.



16/06-04/07 3^e ÉDITION DES RENCONTRES MILITAIRES BLESSURES ET SPORTS

Organisées à Bourges et à Aubigny-sur-Nère (Cher), ces Rencontres militaires blessures et sports (RMBS) ont rassemblé une cinquantaine de militaires blessés. Objectif de ce stage : leur permettre de renouer avec la pratique sportive grâce à l'athlétisme, le tir à l'arc, l'escalade, l'équitation, le basket en fauteuil, le hockey sur luge, l'escalade ou le tir... encadrés par des médecins et psychologues. Pour la première fois, quatre blessés britanniques ont participé aux RMBS.



AGENDA

5-27 JUILLET

Tour de France. 7 étapes de la course passeront par des hauts lieux de la Grande Guerre.



4-27 JUILLET

Tour de France à la voile. Participation de trois bateaux de la Marine nationale.

18-19 JUILLET

5^e édition du Festival international du livre militaire (Écoles de Saint-Cyr Coëtquidan).

29/05-01/06 VOL RELATIF À 4 : VICTOIRE DU SERVICE DE SANTÉ DES ARMÉES



L'équipe du Service de Santé des armées (SSA) a terminé vice-championne de France militaire de « vol relatif à 4 » aux derniers championnats de France sur la base aérienne 701 de Salon-de-Provence. L'équipe était composée des médecins Vertu et Bruneau (res-

pectivement des centres médicaux des armées de Castres et de Pau), des internes Montaigu et Mellati (issus des hôpitaux d'instruction des armées Desgenettes et Legouest) et du caporal-chef Errant, cameraman, issu du 3^e RPIMa de Carcassonne.

22/06 UN AUMÔNIER DES ARMÉES GRAND RABBIN DE FRANCE



L'aumônier en chef du culte israélite des armées, Haïm Korsia, vient d'être élu grand rabbin de France par le Consistoire central. Homme de dialogue et d'initiative, il

entretient d'excellentes relations avec les représentants des autres cultes au sein des armées. Rabbin depuis 1990, il exerce ses fonctions au sein de la Défense depuis 2007 et est également administrateur du Souvenir français. Il a été auditeur au sein des instituts des hautes études de la défense nationale, de la sécurité intérieure et de l'armement. Il est par ailleurs diplômé du Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie moderne et titulaire d'un master en management.

31/05 LES ARMÉES PRÉSENTES À LA FINALE DU TOP 14

La finale du Top 14, qui a opposé, au stade de France, le Rugby Club Toulonnais au Castres Olympique, a revêtu un caractère particulier dans le cadre du centenaire de la Grande Guerre. En effet, les trois armées étaient présentes ce soir-là afin de rendre

hommage aux rugbyemen combattants de la Première Guerre mondiale. Des groupes de commandos, en rappel depuis un hélicoptère, ont notamment déposé sur la pelouse le trophée du bouclier de Brennus qui a été remis à l'issue du match au Rugby Club Toulonnais.



12-19/06 FORUM IHEDN SUR LE CONTINENT AFRICAÏN À L'ÉCOLE MILITAIRE

Le 15^e forum de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) sur le continent africain (Fica) a eu lieu à l'École militaire (Paris). Il a traité d'une approche globale de la sécurité maritime en Afrique et de la né-

cessité d'un renforcement de la coopération internationale en la matière. Ce rendez-vous annuel a réuni des ministres, des responsables militaires et des civils représentant 37 pays africains et 5 organisations internationales.



2-3 AOÛT

Commémoration de la Première Guerre mondiale. Entrée en guerre de la France.

15 AOÛT

Commémoration du débarquement de Provence. Revue navale et défilé aérien (Toulon).

25 AOÛT

Commémoration des 70 ans de la libération de Paris (parvis de l'Hôtel de ville).

6 SEPTEMBRE

Opération 101 villes, 101 drapeaux, 101 héros.

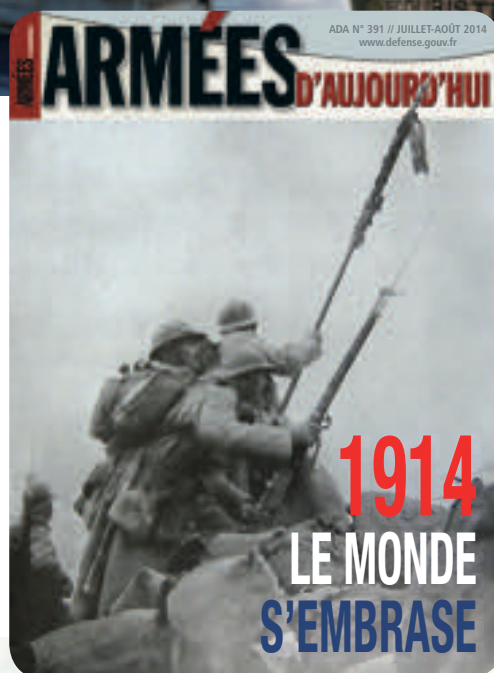
Pour être au cœur de la défense, ABONNEZ-VOUS !



Abonnement	Public			Spécial*		
	France	Dom/Com par avion	Étranger par avion	France	Dom/Com par avion	Étranger par avion
1 an (10 n ^{os})	20€	30€	35€	15€	25€	30€
2 ans (20 n ^{os})	35€	55€	65€	25€	45€	55€

*Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

Chaque mois, **découvrez nos forces en action**, les enjeux de notre **stratégie de défense**, les facettes de l'industrie et des **technologies de l'armement**. Participez aux débats des armées et **renforcez votre culture militaire**. Avec ses **68 pages** et sa **version online**, *Armées d'aujourd'hui* est le magazine indispensable de ceux qui veulent des repères pour la défense d'aujourd'hui.



BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom et prénom Grade ou fonction

Adresse Localité Code postal

Renseignements statistiques

Âge Profession Secteur d'activité Nom de l'entreprise

Abonnement souhaité

☐ Normal ☐ Spécial* ☐ France ☐ Étranger/Dom-Tom/Par avion

☐ 1 an ☐ 2 ans Nombre d'exemplaires

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

Joindre à la commande le règlement à l'ordre de : M. l'agent comptable de l'ECPAD, et envoyer celui-ci à :

ECPAD / Service abonnements, 2 à 8 route du Fort / 94205 Ivry sur Seine CEDEX. Tél. : 01 49 60 52 44 - Fax : 01 49 60 59 92. Email : reutage-abonnement@ecpad.fr

Les informations recueillies dans ce document sont nécessaires au traitement de votre commande et destinées à nos services internes. Elles ne sont en aucun cas communiquées et peuvent donner lieu au droit d'accès et de rectification prévu par l'article 27 de la loi du 6/03/1978.

ARMÉES D'AUJOURD'HUI



L'ÉPOPÉE DES CHASSEURS À PIED, Les combats de Sidi-Brahim

La bataille de Sidi-Brahim, en Algérie, opposa du 23 au 26 septembre 1845 les milliers de combattants de l'émir Abd el-Kader à une colonne de chasseurs à pied et de hussards. Harcelés, les soldats français trouveront refuge dans un marabout qu'ils tiendront trois jours durant. Pour les chasseurs, Sidi-Brahim fut ce que Camerone deviendra pour la Légion étrangère, ou Bazeilles pour la Coloniale : un symbole d'abnégation cimentant durablement la cohésion des bataillons. Troisième volume d'une monumentale monographie sur les chasseurs à pied, cet ouvrage se présente comme une enquête impartiale et exhaustive restituant tous les aspects de cette bataille mémorable.

Yvick Herniou,
Muller édition,
368 p., 29 €

LA FABULEUSE HISTOIRE DU LIBAN

Ancien ambassadeur de France au Proche-Orient, Didier Destremau a depuis longtemps déclaré sa flamme amoureuse au Liban et à ses habitants. Malgré les turbulences traversées par la petite nation, il existe toujours pour l'auteur un Liban fabuleux, creuset des civilisations méditerranéennes et point de contact unique des cultures et des religions. Une situation exceptionnelle et un héritage incomparable qui, selon Didier Destremau, expliquent aussi cette « incroyable résilience » dont font preuve depuis longtemps les Libanais. Une histoire fabuleuse pour découvrir le Liban autrement.



Didier Destremau,
éd. du Rocher,
226 p., 21 €



LE SIÈCLE DE SANG, 1914-2014 Les vingt guerres qui ont changé le monde

La Première Guerre mondiale devait être la « der des ders » et la Société des nations, érigée sur les décombres de l'Europe, devait mettre la guerre hors la loi. Mais les conflits ont perduré et le *xx^e* siècle, multipliant crimes de masse et guerres idéologiques, est devenu de très loin le plus meurtrier de tous les temps. Rédigé par des historiens de renom et, pour les conflits récents, par des grands reporters de *L'Express*, ce livre raconte vingt de ces guerres. Ont été retenus les conflits majeurs mais aussi toutes ces guerres parfois oubliées dont les conséquences ont peu à peu modifié les équilibres planétaires. Ainsi, la guerre civile russe qui radicalise le régime de Lénine, la guerre civile espagnole - véritable antichambre de la Seconde Guerre mondiale - ou encore l'invasion russe de l'Afghanistan qui précipite l'effondrement du régime soviétique. Un ouvrage de référence, dense et synthétique.

Sous la direction
d'Emmanuel Hecht et
de Pierre Servent,
éd. Perrin, 400 p., 22 €

LA GUERRE DE LA FRANCE AU MALI

Le journaliste Jean-Christophe Notin a mené une longue enquête sur l'engagement de l'armée française au Mali. À partir de centaines de témoignages inédits, il porte un éclairage grand angle sur l'opération Serval, des cabinets parisiens aux vallées des Ifoghas. L'enchaînement des opérations, du coup d'arrêt par les forces aériennes et les forces spéciales aux opérations aéroterrestres, ont conduit d'une part à la libération du pays par une campagne éclair et d'autre part à la neutralisation des groupes terroristes dans la boucle du Niger et au nord du Mali. Un ouvrage riche d'enseignements, qui met aussi en pleine lumière la haute aptitude opérationnelle des troupes françaises présentes au Sahel.



Jean-Christophe Notin,
éd. Tallandier, 656 p.,
22,90 €



LES HÉROS ANONYMES DE L'ÉTÉ 44

Été 1944. L'armada anglo-américaine déploie depuis la Normandie son offensive victorieuse. Les villes françaises sont libérées ou se libèrent elles-mêmes, dans la joie, parfois dans la douleur. Au cœur des combats, sept résistants vont vivre leur « été 44 » et rejoindre la longue liste des héros méconnus de la Libération. Ainsi Loïc Raufast, né à Vladivostok, vivant en Chine, qui découvre la France, son pays, lorsqu'il est parachuté en Bretagne le 6 juin 1944. Ainsi Marie-Louise Pincemaille, Mosellane expulsée des territoires annexés pour avoir refusé son transfert en Silésie et qui — sombre ironie — pensait trouver dans le village d'Oradour-sur-Glane un havre loin des nazis. Sept destins, sept aventures haletantes, racontées avec brio par le journaliste Jean-Pierre Ferey.

Jean-Pierre Ferey,
éd. du Rocher,
205 p., 17,50 €



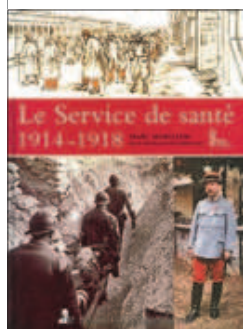
LA GÉOPOLITIQUE, 40 fiches thématiques et documentées pour comprendre l'actualité

Fondateur et directeur de l'Iris, l'Institut de relations internationales et stratégiques, Pascal Boniface expose dans cet ouvrage les grands enjeux de la géopolitique à l'heure de la mondialisation, des cyberattaques et du retour de la piraterie. Quarante fiches thématiques décryptent les tendances structurelles qui se dessinent dans l'actualité, comme le basculement des intérêts américains vers le Pacifique ou la montée en puissance des opinions publiques. Enfin, le retour sur des conflits larvés ou oubliés (dans la République démocratique du Congo, au Soudan ou dans l'ex-Sahara occidental...), et l'étude de problématiques émergentes (la fin des frontières, la privatisation de la guerre, l'ingérence...) complètent cette synthèse incontournable.

Pascal Boniface,
éd. Eyrolles,
198 p., 10 €

LE SERVICE DE SANTÉ, 1914-1918

Le Service de santé des armées a connu de profondes mutations de 1914 à 1918. Dès les premiers mois du conflit, la médecine militaire de la Belle Époque doit vite s'adapter aux conditions d'une guerre radicalement nouvelle. La création d'ambulances médicalisées, l'essor de la chirurgie réparatrice et de la radiologie, l'étude des traumatismes psychologiques accompagnent la mise en place d'une médecine de masse mobilisant maintenant des dizaines de milliers de chirurgiens, de pharmaciens, d'infirmières, de dentistes. Cet album décrit le long itinéraire du soldat blessé au combat et détaille les évolutions et les nombreuses innovations de cette nouvelle médecine de guerre. Un ouvrage illustré en partie grâce au fonds du musée du Val-de-Grâce.



Marc Morillon et Jean-François Falabrègues,
Bernard Giovanangeli
éditeur,
160 p., 35 €



1914 Une année qui a fait basculer le monde

Pourquoi le monde est-il entré en guerre en août 1914? Depuis un siècle, plus de 3 000 publications scientifiques ont été écrites sur le seul attentat de Sarajevo, et la question ne cesse de hanter les chercheurs. Car, selon Rémy Porte, officier et docteur en histoire, les six premiers mois de l'année 1914 ne laissent rien présager du cataclysme. 1914 est somme toute une année plutôt banale. Au cœur de la banalité, cependant, des mutations profondes sont à l'œuvre, qui font inconsciemment de la guerre un événement à la fois possible et acceptable. Dans un style limpide, l'auteur nous plonge dans les chancelleries, les salles de rédaction et les états-majors pour raconter cette étrange et tragique année 1914, qui a fait basculer le monde.

Rémy Porte,
éd. Armand Colin,
288 p., 24,90 €

« TOUJOURS FRANÇAIS LIBRE ! »

Fred Moore : un nom britannique pour un Français libre. Fred Moore a 20 ans en 1940. Son père, un ancien officier de la Royal Navy établi en France, avait combattu la Kriegsmarine vingt-cinq ans plus tôt. Le destin du jeune homme s'impose alors avec évidence : il quitte sa Bretagne natale sur un vieux langoustier et rallie le 22 juin la France combattante d'Angleterre. Envoyé en Afrique du Nord, il combat l'Afrikakorps de Rommel puis participe, au sein de la 2^e division blindée, à la libération de Paris et de Strasbourg. À 94 ans, Fred Moore est aujourd'hui le dernier chancelier de l'ordre de la Libération. L'écrivain Marc Bradfer l'a interviewé de nombreuses heures et retranscrit dans cet ouvrage l'autobiographie de l'un des tout derniers grands résistants de la France libre.



Fred Moore,
éd. Elytis, 256 p., 22 €



LES SECRETS DU JOUR J, opération Fortitude - Churchill mystifie Hitler

Les services de renseignement allemands croiront encore, plusieurs jours après le Jour J, que la Normandie n'est pour les Alliés qu'une cible de diversion. En attendant de pied ferme le « vrai » débarquement dans le Pas-de-Calais, ils seront en fait victimes de l'une des opérations d'intoxication les plus mystérieuses de la Seconde Guerre mondiale. Bob Maloubier, ancien des services secrets britanniques, raconte la mise sur pied de Fortitude, cette gigantesque opération patiemment tissée par l'Intelligence Service. Secrets d'alcôve, arnaques, faux et usages de faux, chars gonflables et retournement d'espions déjà « retournés » sont les ingrédients de cette stupéfiante manipulation. Une histoire souvent rocambolesque où tout semble incroyable et où tout est vrai.

Bob Maloubier,
éd. La Boétie, 296 p.,
18,50 €